

M E T T R E F I N À L'EXTRÊME PAUVRETÉ MAINTENANT

NOTRE FUTUR NE PEUT PAS ATTENDRE

Nous devons faire tomber les barrières systémiques,
agir pour le climat, autonomiser les filles et défendre
le plaidoyer MAINTENANT.

**GLOBAL
CITIZEN®**



Table des matières

Résumé	2
Avant-propos : Son Excellence Abdulla Shahid	4
Avant-propos : Mme Aya Chebbi	5
Introduction	6
Faire tomber les barrières systémiques MAINTENANT	9
Agir pour le climat MAINTENANT	19
Autonomiser les filles MAINTENANT ...	29
Défendre le plaidoyer MAINTENANT ...	37
Conclusion	40
Remerciements	41
Notes	42

Résumé

Au cours des deux dernières années, l'humanité a connu certains des plus grands défis de son existence. Nous sommes maintenant confrontés à la nécessité urgente d'agir, alors que le cycle de la pauvreté se poursuit et que l'Agenda 2030 demeure plus que jamais hors de portée. Nous ne pouvons continuer comme si de rien n'était, alors que le monde sombre davantage dans la crise. Nous devons exiger des mesures et agir pour mettre fin à l'extrême pauvreté MAINTENANT.

Cette année, Global Citizen se concentre sur ces domaines essentiels qui, selon nous, auront rapidement un impact significatif pour mettre fin à l'extrême pauvreté MAINTENANT. Ces domaines, s'ils bénéficient des investissements nécessaires, sont la clé pour accélérer la mise en œuvre des Objectifs mondiaux.

Faire tomber les barrières systémiques MAINTENANT

Plus que jamais, la pandémie de COVID-19 a révélé les fragilités de nos systèmes de santé, exacerbant et soulignant les inégalités existantes en matière de soins de santé et de finance mondiale qui perpétuent le cycle de la pauvreté. Le déploiement des vaccins a été extrêmement inégal, et l'écart entre les riches et les pauvres continue de se creuser, car le financement nécessaire au développement des pays les plus pauvres continue d'être insuffisant. Le système doit assurer la justice économique et en matière de santé dans son ensemble, en atteignant l'équité financière pour répondre aux besoins essentiels et aux défis mondiaux, afin de commencer à faire tomber les barrières systémiques qui maintiennent les populations dans la pauvreté.

Alors que nous entrons dans la troisième année de la pandémie, il est évident que l'accès inéquitable aux vaccins contre la COVID-19 et à leur production a favorisé l'émergence de nouveaux variants, prolongeant ainsi la pandémie bien plus longtemps que prévu. Nous exigeons donc un financement et une aide pour renforcer les capacités de production régionales afin de pouvoir produire 16 milliards de doses en une seule année contre des futures pandémies, ainsi que le partage de la propriété intellectuelle, de la technologie et du savoir-faire en matière de vaccins afin d'accroître la production. De plus, nous appelons à respecter les engagements de longue date en matière d'aide, à réaffecter au moins 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux des pays riches vers les pays à faible revenu et à promouvoir des politiques pour une fiscalité mondiale plus juste et plus efficace.

Agir pour le climat MAINTENANT

Il est essentiel de mettre fin au changement climatique et de veiller à ce que tout le monde, partout, soit protégé de ses conséquences potentiellement mortelles si nous voulons mettre fin à l'extrême pauvreté MAINTENANT. Les personnes vivant dans la pauvreté et dans les pays du Sud sont touchées de manière disproportionnée par le changement climatique et n'ont pas les ressources nécessaires pour surmonter les chocs liés au changement climatique au cours de leur vie.

Le changement climatique fait déjà des ravages sur Terre et, sans action immédiate, il pourrait faire basculer 132 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030. L'action pour le climat doit être centrée sur le soutien aux pays à faible revenu. Les pays les plus riches doivent tenir la promesse de financement climatique de 100 milliards de dollars par an, afin d'ouvrir la voie à une action collective décisive pour maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C. De plus, la sécurité alimentaire, l'alimentation et les moyens de subsistance doivent être

priorisés en dirigeant d'importantes ressources d'adaptation au climat vers les communautés rurales et les petites exploitations agricoles. Nous devons également protéger et restaurer la nature en partenariat avec les communautés locales et marginalisées.

Autonomiser les filles MAINTENANT

Dans presque tous les domaines, les femmes ont été plus durement touchées par la pandémie : elles ont été plus nombreuses à perdre leur emploi, ont rencontré plus d'obstacles pour bénéficier d'aide et ont été plus exposées à la violence sexiste. Nous estimons que les adolescentes sont la clé pour briser le cycle de la pauvreté. La pandémie de COVID-19 n'a pas fait abstraction du genre, et nous devons donc aborder le cycle de la pauvreté à travers le prisme du genre. Investir en faveur des filles est à la fois moralement juste et un moyen économiquement efficace de maximiser l'impact.

Les filles doivent être au cœur du programme de relance et nous devons donner la priorité aux investissements en faveur de l'égalité des genres comme moyen de mettre fin à l'extrême pauvreté. À l'heure actuelle, 400 millions de dollars sont nécessaires pour financer les principaux mécanismes internationaux de lutte contre la pauvreté des filles et pour atteindre les millions de jeunes femmes nécessitant un soutien immédiat. Cela implique de respecter les engagements pris en faveur de l'éducation des filles, notamment en leur fournissant des repas scolaires, et en consacrant de nouveaux investissements à la santé des filles, en particulier à la santé sexuelle et reproductive, ainsi que de nouveaux engagements pour valoriser l'économie des soins. 2022 doit être l'année où nous plaçons l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles au cœur de notre travail pour reconstruire en mieux.

Défendre le plaidoyer MAINTENANT

Tout au long de l'année, nous nous engageons fermement à défendre le plaidoyer, à veiller à ce que les voix marginalisées soient entendues et à tenir les dirigeants responsables de leurs promesses faites. Au cœur de cette mission se trouve un espace civique ouvert qui agit comme un antidote à l'autoritarisme et constitue une condition préalable absolue pour des démocraties inclusives, une bonne gouvernance et un développement durable. L'histoire nous a montré le pouvoir des individus qui s'expriment et affirment leurs droits pour apporter un changement social, et nous sommes convaincus que la promotion, l'encouragement et la défense du droit de plaidoyer sont essentiels pour mettre fin à l'extrême pauvreté MAINTENANT.

Les espaces civiques à la fois physiques et virtuels se réduisent, et bien que les nouvelles technologies aient permis aux réseaux activistes de se développer, elles ont également permis aux gouvernements d'adopter des lois répressives qui imposent des restrictions de financement et contrôlent les mouvements citoyens ainsi que la liberté des médias. Global Citizen défendra directement le plaidoyer en élevant les voix de la société civile à petite échelle, en particulier des pays du Sud et des mouvements dirigés par des jeunes, ainsi qu'en amplifiant leurs efforts à travers nos plateformes. Nous autonomiserons nos propres Global Citizens en tant que défenseurs individuels et nous tisserons une défense de l'espace civique dans toutes nos campagnes et partenariats.

En tant qu'organisation de plaidoyer, Global Citizen estime que nous ne pouvons plus rester passifs alors que notre monde s'enfoncé davantage dans des crises. Nous devons nous-mêmes piloter l'ordre du jour, mobiliser des actions concrètes dans ces domaines clés, et nous espérons sincèrement que vous vous joindrez à nous pour apporter de réels changements. **Le moment d'agir est MAINTENANT.**

Avant-propos

Son Excellence Abdulla Shahid

Bien que la COVID-19 ait été dévastatrice à l'échelle mondiale, elle a été particulièrement cruelle pour les communautés déjà marginalisées et vulnérables vivant dans les pays les moins développés. De l'augmentation des niveaux de pauvreté à l'inégalité vaccinale en passant par le fardeau de la dette, les pays les moins avancés font face à une multitude de défis qui doivent être relevés s'ils veulent vraiment mieux se remettre de la pandémie.

En 2021, 1,3 milliard de personnes dans 109 pays vivaient dans la pauvreté, dont la moitié des enfants. La pandémie a anéanti une grande partie des progrès qui avaient été réalisés au cours des sept dernières années pour atténuer les mauvaises conditions socio-économiques à travers le monde. Si nous n'agissons pas tout de suite, nous laisserons des millions d'autres personnes vulnérables à la pauvreté et à des conditions déplorables.

Pour que l'Agenda 2030 soit une réussite, ses objectifs doivent être atteints partout, au sein de chaque communauté. Il est de notre responsabilité de protéger nos communautés les plus vulnérables et de ne laisser personne de côté. Une tâche de cette ampleur exige une action collective faisant appel à tous : les jeunes et les moins jeunes ; les dirigeants et les citoyens ; et toutes les parties prenantes, qu'elles soient publiques ou privées.

Alors que nous nous efforçons de reconstruire nos économies, de protéger notre planète et de mettre en œuvre des modes de production et de consommation durables, nous devons placer les besoins et les priorités de nos communautés les plus vulnérables au premier plan de nos prises de décision. C'est ainsi que nous redonnerons espoir à notre monde fatigué.

Agissons maintenant dans un esprit de compassion et de solidarité.

J'appelle les membres de la société civile, les entreprises, les organisations philanthropiques, les universités, ainsi que la communauté scientifique, à intensifier leurs efforts dans la lutte contre la pauvreté.

J'adhère pleinement à l'engagement des Nations Unies en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier à l'Objectif mondial de mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et partout, qui est au cœur des Objectifs mondiaux.

Et je me tiens aux côtés de Global Citizen dans leurs efforts pour vaincre la pauvreté, exiger l'équité et défendre la planète.

Abdulla Shahid

Président de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations Unies
République des Maldives

Avant-propos

Mme Aya Chebbi

Ma génération a commencé à manifester il y a une dizaine d'années, en 2011, dans mon pays, la Tunisie, avec un slogan simple : « *Travail, liberté, dignité* ». Nous avons protesté, car l'avenir dont parlent nos dirigeants est lié à la valeur monétaire, mais l'avenir dont nous avons besoin doit être une question de liberté. La liberté en tant que fille d'être en sécurité, de faire des choix, d'accéder aux services de santé reproductive et sexuelle, d'avoir une éducation et des repas à l'école, de disposer d'une indépendance financière. Tout simplement d'être, de devenir et d'avoir sa place en tant qu'être humain égal.

Pourtant, nous continuons de vivre dans un monde violent, exacerbé par la pandémie de COVID-19, où la violence est utilisée par le patriarcat comme une arme pour maintenir les femmes dans l'inégalité. J'ai été en première ligne sans avoir peur de mourir pour la liberté parce que je suis fille de femmes guerrières, intellectuelles, scientifiques, reines et gouverneuses. Il est impensable pour moi de mettre fin à la pandémie, de défendre la planète ou de vaincre la pauvreté sans investir et tirer parti du pouvoir des filles. Laisser cela en suspens aujourd'hui augmentera les défis de demain.

Nous sommes la plus jeune génération de l'histoire de l'humanité. En Afrique, 65 % de la population a moins de 30 ans, ce qui signifie que nous avons des super pouvoirs : le pouvoir démographique, le pouvoir de vote et le pouvoir de mobilisation. Nous descendons dans la rue lorsque personne n'écoute, car notre lutte est une lutte pour se faire entendre.

Nous méritons la paix, l'équité vaccinale, la justice climatique et de travailler avec dignité. Je pense sincèrement que nous pouvons atteindre tout cela et surmonter la pandémie grâce à une co-direction intergénérationnelle. Votre sagesse et notre innovation, votre volonté politique et notre technologie financière.

Nous avons perdu beaucoup de temps. Mais nous pouvons encore le rattraper et la ramener à l'école, la protéger du mariage des enfants, des mutilations féminines génitales et des grossesses chez les adolescentes, et l'aider à occuper la place qui lui est due dans la société. Faisons-le tout en défendant les activistes et les féministes en première ligne, en ligne et hors ligne, et en élevant la voix de millions de filles en Afrique et dans le monde. Nous savons que le changement durable viendra de l'organisation des citoyens, des jeunes et des communautés les plus marginalisées, mais les plus résilientes.

En 2022, avec Global Citizen, nous pouvons soutenir la vie et les moyens de subsistance de 50 millions d'adolescentes pour construire un monde collaboratif et émotionnellement intelligent, centré sur le travail, la liberté et la dignité.

Nous sommes prêts, et vous ?

Aya Chebbi

Première émissaire de l'Union africaine pour la jeunesse (2018-2021)
Tunisie

Introduction

Ces deux dernières années, l'humanité a été confrontée à l'un des plus grands tests collectifs de son existence, un test qui nous a montré que le monde n'est ni disposé à tenir la promesse de mettre fin à l'extrême pauvreté, ni à faire ce qui est nécessaire pour protéger les progrès réalisés jusqu'à présent.

Alors que la pandémie de COVID-19 a réduit à néant une grande partie des progrès des deux dernières décennies, la vérité est que la pauvreté s'aggravait dans de nombreuses régions du monde, même avant la pandémie. L'inaction et la complaisance du monde (entreprises et dirigeants locaux) ont laissé un héritage de pauvreté croissante et ont creusé les inégalités.

En cette période de crise où nous aurions dû être unis, notre monde est plus divisé que jamais. Nous continuons de constater l'impact aggravé d'une mauvaise gouvernance mondiale, de décennies de conflits et de l'incapacité des plus pauvres à accéder au système financier. Ces dernières années ont été caractérisées par une négligence alarmante et de longue date de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté alors que les gouvernements, les économistes et même nos institutions internationales minimisent le problème.

En plus de provoquer des souffrances et des ravages inimaginables, la guerre menée contre l'Ukraine ne fera qu'aggraver cette situation. Ainsi, au lieu d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables, les modestes progrès réalisés en matière de lutte contre le changement climatique pourraient être remis en cause si les pays s'empressent de remplacer le gaz russe par d'autres sources d'énergies fossiles. De plus, le 10 mars 2022, les estimations ont suggéré que 500 millions de personnes pourraient souffrir de la faim à cause de cette guerre. Pour ne rien arranger, les prix mondiaux des denrées alimentaires montent en flèche et, comme l'Ukraine fournit des quantités importantes de blé au Programme alimentaire mondial, c'est l'aide alimentaire mondiale qui est désormais menacée. Enfin, les conséquences de cette crise humanitaire et des réfugiés se chiffreront en milliards, alors que les organisations humanitaires et les budgets de développement sont déjà mis à rude épreuve. Le monde doit éviter une situation dans laquelle les personnes dans le besoin seraient opposées à d'autres personnes également en difficulté.

Cette crise et ses répercussions ne sont qu'un rappel brutal et violent que nous devons intensifier notre action **MAINTENANT** pour établir les conditions d'un avenir commun. Plutôt que de servir d'excuse pour ne pas mettre fin à la pauvreté ou agir contre le changement climatique, la crise devrait plutôt être le point de départ d'une action plus urgente. La situation en Ukraine renforce le caractère urgent de bon nombre des recommandations politiques présentées dans ce document, notamment le soutien aux agriculteurs à travers le monde, le démantèlement des systèmes qui perpétuent les inégalités financières, et l'accès à l'éducation et aux services de santé pour les femmes et filles réfugiées qui quittent l'Ukraine.

Sans action, le cycle de la pauvreté ne fera que se poursuivre. Nous devons faire tomber les barrières systémiques qui maintiennent les gens dans la pauvreté telles que l'augmentation du coût de la nourriture et des services essentiels ; l'augmentation du chômage associée à la baisse des salaires ; et un manque de soins de santé de base et de protection sociale. Nous ne pouvons plus continuer comme si de rien n'était. La complaisance n'est pas, et n'a jamais été, la réponse. Le moment d'agir est **MAINTENANT**.

Pendant des années, le discours a été de « mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 », mais la vérité est que nous ne pouvons plus retarder ou reporter davantage ce programme. Nous devons travailler pour mettre fin à l'extrême pauvreté **MAINTENANT**. La pandémie et le changement climatique ont démontré plus que jamais à quel point le progrès est vulnérable aux contretemps. Il faut agir **MAINTENANT**.

Global Citizen concentrera ses efforts sur plusieurs domaines stratégiques en termes d'investissement et de changement de politique. Dans l'ensemble, nous pensons que ces domaines peuvent avoir le plus grand impact pour mettre fin à l'extrême pauvreté. Ce sont des multiplicateurs de force qui nous mettront sur la bonne voie pour déverrouiller les autres Objectifs mondiaux.

Faire tomber les barrières systémiques MAINTENANT : en commençant par la nécessité de mettre fin à la pandémie de COVID-19 et de fournir une aide d'urgence, le système doit assurer une justice économique et en matière de santé dans sa globalité, en atteignant l'équité financière pour soutenir les besoins essentiels et les défis mondiaux, notamment les besoins humanitaires en temps de guerre.

Agir pour le climat MAINTENANT : les pays riches doivent tenir leurs promesses d'aider ceux qui souffrent déjà des impacts du changement climatique et de l'augmentation de l'insécurité alimentaire, tandis que les gouvernements et le secteur privé doivent prendre des mesures pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C.

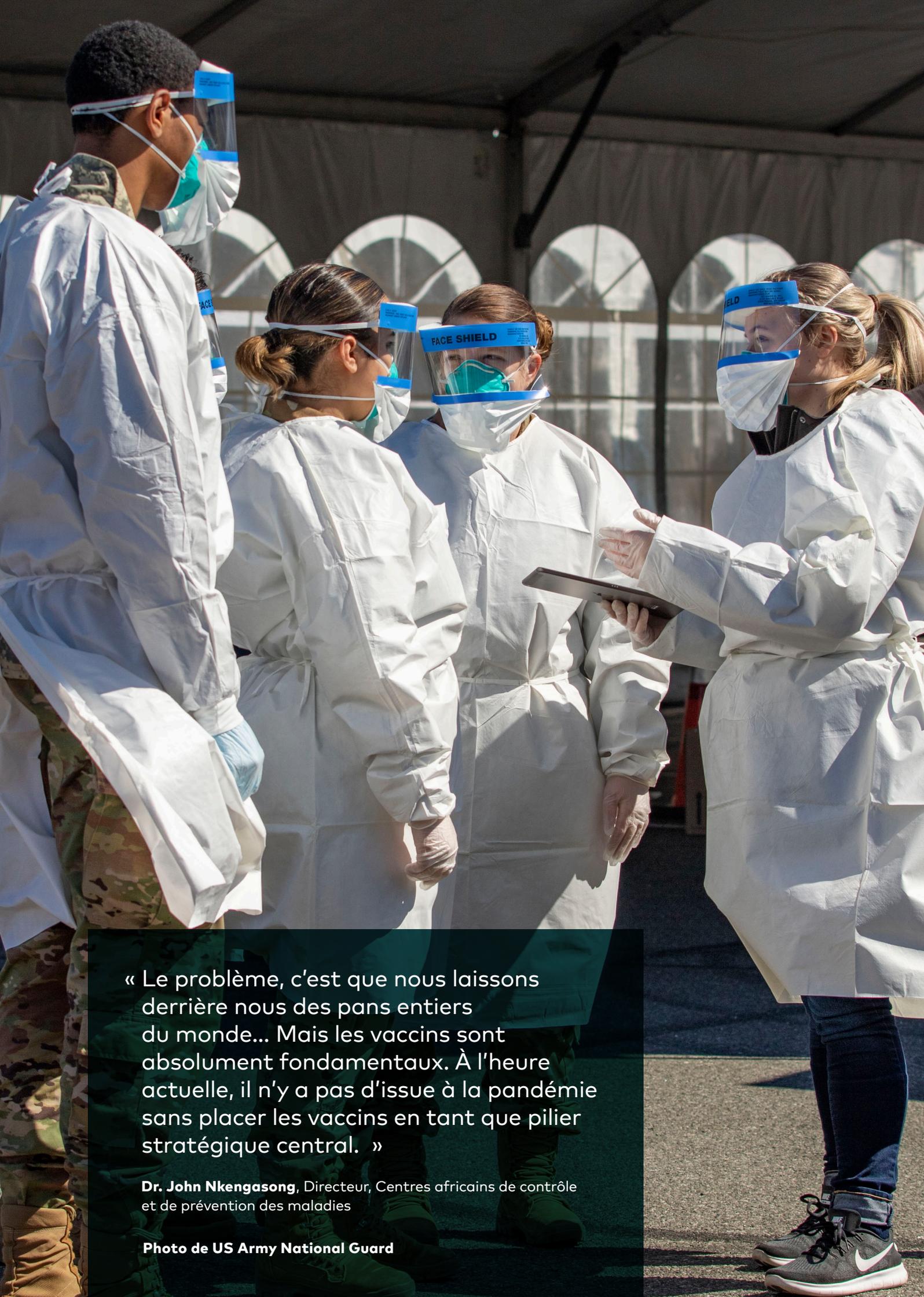
Autonomiser les filles MAINTENANT : le G7 et d'autres pays doivent soutenir les adolescentes en investissant dans l'éducation, la nutrition, les soins de santé y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs, et s'attaquer à la crise mondiale des services de garde d'enfants. Les filles en situation de crise ont particulièrement besoin de notre soutien.

Défendre le plaidoyer MAINTENANT : Global Citizen élèvera la voix des citoyens, en particulier ceux des pays du Sud, et défendra le droit de quiconque de s'exprimer librement, de dissidence et de s'organiser, sans crainte de représailles ou de violence.

De plus, puisque les conflits et la pauvreté sont liés, Global Citizen travaillera pour soutenir les populations là où les tensions du conflit ont fait de la vie quotidienne des personnes une lutte pour la survie. La pauvreté est alimentée par la guerre, qui perturbe l'approvisionnement en nourriture, détruit les infrastructures, fragmente les communautés et fragilise l'économie et le fonctionnement des services sociaux. Par conséquent, Global Citizen appellera tout au long de l'année les gouvernements et les entreprises à soutenir le fonds de secours de l'ONU pour l'Ukraine, et pour que tous ceux qui cherchent asile obtiennent un passage en toute sécurité. Nous estimons que la paix est la seule voie vers la stabilité, le développement et l'équité pour tous.

Malgré l'urgence, il y a encore de l'espoir que des progrès soient réalisés, tant qu'il y a une voie à suivre. Nous savons ce qu'il faut faire. Pourtant, le progrès, tout comme la justice, n'est jamais accordé d'emblée ; il ne peut qu'être décroché. C'est là que les citoyens ont un rôle plus critique que jamais en tant qu'acteurs majeurs du changement. Tout au long des chapitres suivants, vous lirez des histoires de personnes qui sont en première ligne pour apporter des changements dans leurs communautés : d'une enseignante au Nigeria éduquant des milliers d'enfants en utilisant uniquement son téléphone, à une militante allemande engagée à assurer à tout prix un accès équitable aux vaccins, ou encore cette autre militante qui œuvre à l'intersection entre le changement climatique, la sécurité alimentaire et la préservation de la biodiversité par les autochtones en Indonésie.

Nous ne pouvons pas laisser nos progrès faiblir. Nous devons poursuivre nos efforts pour apporter les changements structurels que nous défendons, aux côtés des militants du monde entier. Cette année ne représente qu'une première étape parmi tant d'autres sur notre cheminement pour mettre fin à l'extrême pauvreté MAINTENANT. Nous espérons que vous aussi, vous vous joindrez à nous, pour passer à l'action et inspirer le changement.



« Le problème, c'est que nous laissons derrière nous des pans entiers du monde... Mais les vaccins sont absolument fondamentaux. À l'heure actuelle, il n'y a pas d'issue à la pandémie sans placer les vaccins en tant que pilier stratégique central. »

Dr. John Nkengasong, Directeur, Centres africains de contrôle et de prévention des maladies

Photo de US Army National Guard

Faire tomber les barrières systémiques MAINTENANT

La pandémie de COVID-19 a plongé [près de 100 millions](#) de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté¹ et pour la première fois en deux décennies, [l'écart entre les pays riches et les pays pauvres se creuse](#).² Comme [l'a dit](#) le président de la Banque mondiale, David Malpass, « je suis très inquiet d'une cicatrice permanente sur le développement ».³

Le déploiement mondial des vaccins a été extrêmement inégal, la production, la propriété et la distribution ayant été largement limitées à quelques pays et entreprises riches. Les pays les plus pauvres ont également eu du mal à accéder à un financement abordable pour aider leurs citoyens à faire face aux effets de la pandémie,

tandis que les pays riches ont pu mobiliser des milliards de dollars en relance et en protection sociale.

La pandémie a non seulement rendu visibles mais aussi exacerbé ces inégalités existantes en matière de soins de santé et de finance mondiale qui ont fragilisé la lutte contre l'extrême pauvreté. Bien que les causes de la pauvreté soient en fin de compte nombreuses et variées, nous pouvons réaliser un véritable changement dès maintenant en supprimant tout d'abord les deux barrières systémiques qui ont inutilement prolongé la pandémie et fragilisé la relance des pays à faible revenu : les deux maux que sont l'injustice en matière de soins de santé et l'inégalité financière.

Annemarie Botzki – Militante pour la justice vaccinale

Annemarie Botzki est convaincue que les vaccins contre la COVID-19 devraient être un bien commun. En tant que directrice de campagne senior à WeMove Europe, elle a fait pression sur le gouvernement allemand pour qu'il soutienne la levée des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins afin qu'ils puissent être considérés comme un bien public. De cette manière, les pays à revenu faible et intermédiaire pourraient fabriquer directement des vaccins, surmontant ainsi les obstacles systémiques qui les empêchent actuellement de le faire.

En partenariat avec la coalition People's Vaccine, M. Botzki a contribué à la création d'une pétition demandant à l'Allemagne de veiller à ce que les vaccins et les traitements soient accessibles à tous, partout dans le monde. Fort de son succès, la pétition a finalement recueilli 2,7 millions de signatures. Même lorsque la chancelière Angela Merkel a déclaré qu'elle ne soutiendrait pas une dérogation à la propriété intellectuelle, Botzki n'a pas baissé les bras. Elle a organisé une manifestation devant la Chancellerie fédérale de l'Allemagne et a rédigé une lettre à BioNTech, la société allemande qui a développé le vaccin Pfizer-BioNTech.

« Ils appellent ce vaccin "le projet pour l'humanité" », dit Botzki. « Dans cette lettre que nous leur avons écrite, [nous leur avons dit] ... d'agir en conséquence. Soutenez une dérogation aux règles de la propriété intellectuelle afin que vous puissiez partager ces connaissances. »

En février 2022, aux côtés de WeMove Europe, ils ont remis la pétition de People's Vaccine au ministère allemand des Affaires étrangères. Espérant un changement de politique avec l'arrivée au pouvoir du nouveau chancelier, Olaf Schulz, Botzki maintient la pression sur les dirigeants et les sociétés pharmaceutiques pour qu'ils renoncent aux bénéfices en faveur du bien commun.

« C'est un énorme défi pour l'humanité », dit-elle. « Comment devons-nous faire face à ces problèmes mondiaux ? Devons-nous réfléchir en tant que citoyens du monde ou plutôt de manière individuelle ? »

VAINCRE LA COVID-19 ET ATTEINDRE LA JUSTICE EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ MAINTENANT

Tout au long de la pandémie, les dirigeants mondiaux ont constamment [mis l'accent sur l'équité vaccinale](#)⁴. Dans la pratique en revanche, ils ont accumulé des vaccins, accordé trop de pouvoir à l'industrie pharmaceutique et refusé de suffisamment financer les mécanismes de réponse multilatéraux. Sans vaccination mondiale généralisée, [de nouveaux variants similaires à Omicron apparaissent](#), menaçant davantage de vies.⁵ Les taux de vaccination sont également directement liés à la relance économique. L'[Organisation internationale du Travail](#) signale que « pour 14 personnes entièrement vaccinées (généralement deux doses) au deuxième trimestre 2021, c'est l'équivalent d'un emploi à plein temps qui a été ajouté au marché du travail dans le monde. »⁶

Le 7 février 2022, 72 % des personnes vivant dans les pays à revenu élevé étaient entièrement vaccinées, contre 35 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (mise à part l'Inde) et 5,8 % dans les pays à faible revenu.^{7,8} Pire encore, les pays [à revenu élevé](#), après pondération en fonction de

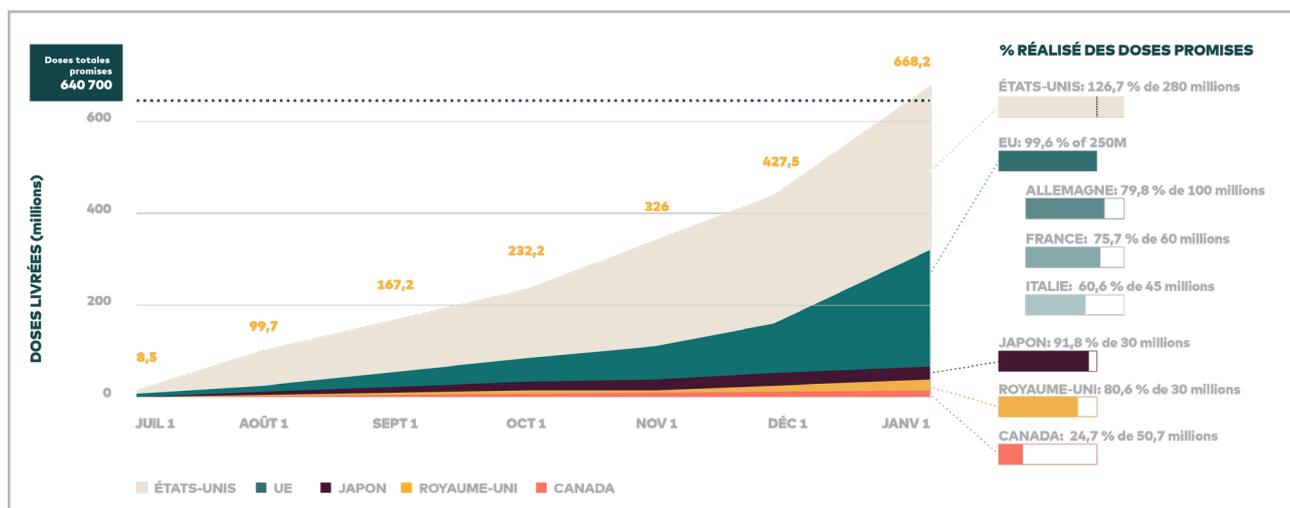
la population, ont déjà donné plus de 2,5 fois plus de dose de rappel que [les pays à faible revenu](#) ont administré de vaccins au total.^{9,10}

Alors que les dirigeants mondiaux se sont engagés à atteindre l'objectif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à savoir vacciner au moins 70 % de la population de chaque pays d'ici mi-2022, ils n'ont pas encore proposé de plan complet soutenu par des engagements tangibles. En janvier 2022, [118 pays n'étaient pas sur la bonne voie](#) pour atteindre cet objectif.¹¹ Le variant Omicron, les vaccins de rappel et les doses supplémentaires nécessaires pour compenser les vaccins moins efficaces initialement utilisés, soulignent tous la nécessité d'une protection durable contre la COVID-19 et d'un accès équitable à plus de deux doses par personne.

En 2021, [COVAX](#)¹², l'initiative mondiale de vaccination contre la COVID-19, a eu du mal à accéder à ses doses directement commandées en raison d'une série d'obstacles, notamment les contrôles à l'exportation et la thésaurisation de l'approvisionnement par les

Graphique 1. Livraison de dernière minute ? Partage des doses par le G7 et l'UE en 2021.

Doses partagées avec les pays à faible revenu, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, soit par l'intermédiaire de COVAX, soit bilatéralement. Plus d'un tiers des 668,2 millions de doses totales fournies n'ont été livrées qu'à la dernière minute, en décembre 2021. L'UE, y compris l'Allemagne, la France et l'Italie, a livré 141,2 millions de doses ce mois-là, soit plus de la moitié de ce qu'elle avait promis pour toute l'année. Les États-Unis ont livré plus de doses que prévu, ce qui a compensé le fait que d'autres pays du G7 n'ont pas été à la hauteur. Source : Airfinity.¹³



pays riches. Cela a contraint COVAX à dépendre fortement des dons de doses, un moyen moins efficace et plus complexe de fournir des doses. De plus, les engagements des gouvernements en matière de partage des doses n'ont pas été respectés dans les délais impartis (voir graphique 1).

Pendant ce temps, des entreprises telles que Moderna et Pfizer/BioNTech ont limité l'offre mondiale et empêché la production et la distribution locales en refusant de partager la propriété intellectuelle (PI). Des gouvernements comme l'UE (en particulier l'Allemagne), le Royaume-Uni et les États-Unis, où sont basés les fabricants de vaccins contre la COVID-19, ont bloqué ou n'ont pas agi pour faire avancer la proposition de l'Inde et de l'Afrique du Sud, soutenue par plus de 100 pays, visant à ce que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) renonce temporairement à la propriété intellectuelle sur les vaccins contre la COVID-19 et d'autres outils médicaux.

« Mettre fin à la pandémie ne peut pas être qu'une opération caritative », a déclaré le prince Harry, duc de Sussex, lors du *Global Citizen Live* le 25 septembre 2021, en évoquant la nécessité de trouver des solutions permettant de renforcer l'autonomie des pays en développement.

Garantir l'autosuffisance régionale

Les tentatives de distribution équitable de vaccins par le biais de mesures traditionnelles fondées sur le marché ont échoué. Afin d'accroître l'accès aux vaccins dès maintenant ainsi que l'autosuffisance en prévision de futures pandémies, nous devons permettre la production locale, la détention et la distribution de vaccins dans chaque région du monde. Plus de [100 fabricants à travers les pays du Sud](#) ont été identifiés comme ayant la capacité de relever ce défi, si on leur en donnait la possibilité.¹⁴ Cela permettrait également de renforcer l'expertise au-delà de la réponse à la COVID-19 et d'aider à éviter les brusques montées de la pauvreté provoquées par la pandémie.

Garantir la responsabilisation et la transparence

Le G7 et l'UE se sont engagés à partager plus de 1,5 milliard de doses supplémentaires d'ici mi-2022, après avoir partagé 668 millions de doses (voir graphique 1) avec les pays à revenu faible et intermédiaire en 2021.

Malheureusement, le processus de partage en 2021 a été lent et inefficace. Par exemple, [les doses proches de leur date d'expiration étaient souvent envoyées aux pays les plus pauvres](#), qui n'avaient alors aucune chance réaliste de les distribuer.¹⁵ Les doses données devraient plutôt être administrées de manière prévisible et en étroite coordination avec les pays bénéficiaires afin qu'ils puissent maximiser leur utilisation.

Cependant, les dons avaient toujours pour but d'être une mesure provisoire, destinée à redistribuer le sur-achat initial des pays riches. C'est pourquoi il est essentiel que des mesures concrètes soient mises en place pour éliminer les barrières systémiques sous-jacentes à l'accès aux vaccins.

De plus, les sociétés pharmaceutiques ont affirmé qu'elles produisaient suffisamment de doses de vaccin sans pour autant partager de manière transparente les informations nécessaires pour atteindre les objectifs de vaccination. Ce secret qui plane sur la production, les contrats, la distribution et le partage des doses de vaccins a compromis la capacité des gouvernements à planifier une réponse efficace à la pandémie.

Renforcer la capacité d'action des pays

En raison de la faiblesse préexistante des systèmes de santé et des dons de doses qui arrivent souvent à la dernière minute et dont la date de péremption est proche, les pays à faible revenu ont eu du mal à distribuer les doses et à promouvoir la demande de vaccins. Cela les a injustement ouverts à la critique selon laquelle, s'ils bénéficiaient d'un approvisionnement prévisible et durable comme le monde riche, ils ne seraient de toute façon pas en mesure d'utiliser les doses de manière efficace.

Les pays les plus pauvres ont besoin de soutien pour mettre en œuvre des campagnes de vaccination de masse et répondre à la COVID-19 d'une manière qui renforce les systèmes de santé sur le long terme, ainsi que pour s'assurer que les vaccins, les tests et les traitements puissent atteindre les communautés éloignées.

Graphique 2. Besoins de financement des pays en développement

Le financement actuel nécessaire pour atteindre les Objectifs mondiaux et les déficits de dépenses de relance liées à la COVID-19.¹⁶



DÉBLOQUER DU FINANCEMENT ET ASSURER UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE MAINTENANT

Pendant des années, les dirigeants mondiaux n'ont pas réussi à mobiliser les investissements mondiaux nécessaires pour mettre fin à l'extrême pauvreté et améliorer la vie des plus pauvres du monde. Même avant la pandémie de COVID-19, le déficit de financement pour atteindre les Objectifs mondiaux était estimé à [2 500 milliards de dollars](#).¹⁷ Aujourd'hui, on estime que les pays en développement ont besoin de 3 500 milliards de dollars, car le déficit [des dépenses de relance liées à la COVID-19](#) dans ces pays a été estimé à 1 000 milliards de dollars (voir graphique 2).¹⁸

Mobiliser des milliers de milliards n'est pas une question de budget, mais une question de volonté politique. Depuis le début de la pandémie, les pays les plus riches dirigés par le G20 ont eu accès à au moins [16 000 milliards de dollars de mesures de relance](#), pour soutenir leurs populations et leurs économies.¹⁹ Les nations les plus pauvres n'ont pas eu un tel accès ou uniquement à des taux très élevés, contrairement à certaines nations riches qui ont pu emprunter même à des taux négatifs. [Les plans de relance des pays d'Afrique subsaharienne](#) représentaient en moyenne moins de 3 % de leur PIB (beaucoup plus faible) contre 22 % pour le G20.²⁰

La pandémie et le changement climatique prouvent que mobiliser le financement nécessaire pour les pays les plus pauvres n'est pas un acte de charité mais de volonté. Les dirigeants peuvent adopter des changements qui permettraient aux pays les plus pauvres de générer plus de revenus par eux-mêmes et de créer des sources stables de financement mondial pour des défis tels une pandémie. Bien que nous ayons besoin d'un soutien pour apporter une aide immédiate, nous devons également faire des progrès en matière de changement systémique plus large.

Réaffecter 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux aux pays les plus pauvres

Dans un geste historique, en août 2021, le Fonds monétaire international (FMI) a émis 650 milliards de dollars de fonds de réserve pour soutenir la relance mondiale après la COVID-19.²¹ Ces droits de tirage spéciaux (DTS) peuvent être échangés entre pays ou avec le FMI. Il s'agit essentiellement d'un financement de relance mondial d'urgence. Cette source de financement supplémentaire donne aux pays à faible revenu plus de pouvoir pour répondre aux besoins immédiats et à long terme découlant de la crise de la COVID-19.

Toutefois, [le FMI distribue les DTS](#) proportionnellement à la participation de ses membres, Les économies avancées recevront 68 % des nouveaux DTS (442,8 milliards de dollars), tandis que les 44 pays les plus pauvres du monde n'en obtiendront que 7 % (45,5 milliards de dollars) (voir graphique 3).²² Il est encourageant de constater que le G20 s'est engagé à réaffecter collectivement 100 milliards de dollars de ses DTS aux pays dépourvus de réserves financières.²³

Cependant, selon le FMI, environ « 60 % des pays à faible revenu sont exposés à un risque élevé ou sont déjà en surendettement », payant plus pour rembourser leur dette qu'à tout autre moment au cours des dernières vingt années.²⁴ Alors que le G20 s'est mis d'accord sur le Cadre commun pour les traitements de la dette en 2020, aucun pays n'a encore été en mesure de bénéficier d'une

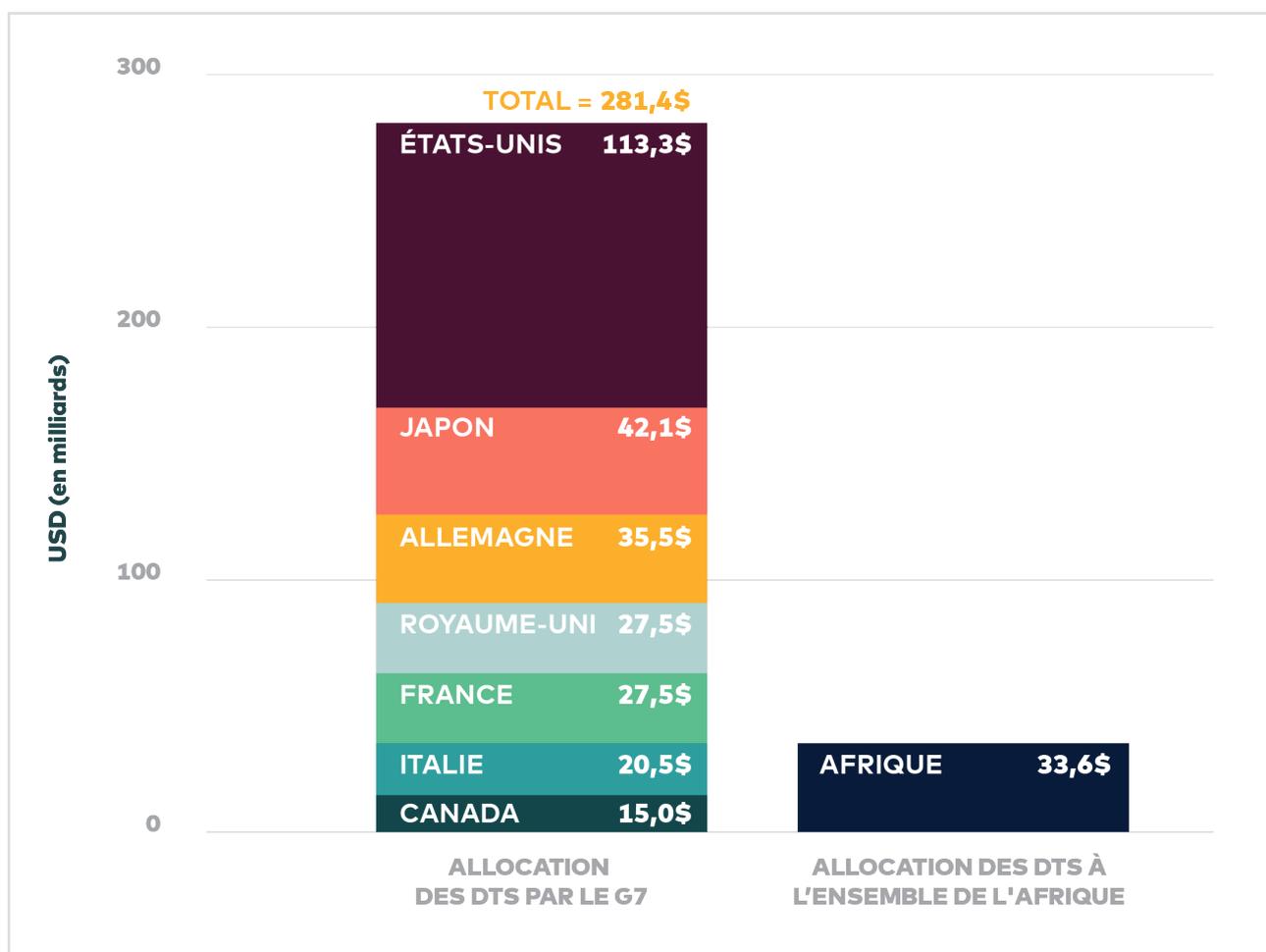
restructuration complète de la dette, qu'elle soit privée ou publique.²⁶ Les pays en situation de surendettement ont besoin d'un soutien urgent qui ne les submerge pas davantage. Les DTS devraient être ce soutien.

Augmenter l'APD maintenant

L'aide publique au développement (APD), catalytique et efficace, doit continuer à jouer un rôle essentiel et permettre aux pays les plus pauvres de répondre aux besoins fondamentaux, aux opportunités et à l'autonomisation de leurs citoyens pendant que les efforts de changement systémique se poursuivent. Mais alors que les niveaux de pauvreté augmentent, les taux mondiaux d'APD [stagnent depuis 15 ans](#)²⁷ par rapport au revenu national brut (RNB).

Graphique 3. Répartition des DTS entre le G7 et l'ensemble de l'Afrique

La majorité des DTS vont aux pays riches, comme le montre la répartition entre les pays du G7 et tous les pays d'Afrique.²⁵



En 2020, [l'APD a atteint 161,2 milliards de dollars, soit 0,32 % du RNB](#).²⁸ Si tous les donateurs avaient respecté leur engagement de 0,7 %, ils auraient débloqué 249 milliards de dollars supplémentaires en APD en une seule année. Malheureusement, [seuls six donateurs ont atteint ou dépassé cet objectif](#)²⁹ : le Danemark, l'Allemagne, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni. En revanche, le Royaume-Uni a depuis diminué son budget d'aide d'environ 4-5 milliards de livres sterling, soit à 0,5 % du RNB.³⁰

Nous avons besoin d'une augmentation importante de l'APD maintenant, notamment pour l'aide humanitaire et les réfugiés à l'étranger. Une façon d'y parvenir est d'identifier et de réorienter d'autres sources de financement. Par exemple, les milliards dépensés chaque année pour l'engagement militaire en Afghanistan, qui vient de prendre fin, devraient servir à soutenir l'aide humanitaire dans le pays ainsi que dans d'autres situations de crise. La suppression des subventions destinées aux énergies fossiles pourrait également libérer des milliards en faveur du développement.

Les gouvernements et les banques multilatérales de développement, comme la Banque mondiale et le FMI, devraient également collaborer pour maximiser ce financement. Il existe des moyens d'accroître leur capacité à faire davantage de prêts à des conditions hautement préférentielles ainsi que d'attirer des capitaux privés, tout en veillant à ce que les pays les plus pauvres puissent accéder aux ressources nécessaires à leur développement, sans s'endetter davantage. Cela pourrait rapporter [100 milliards de dollars supplémentaires pour le développement d'ici 2025](#).³¹

Décréter une fiscalité solidaire mondiale

L'APD est une forme essentielle de financement du développement, mais elle n'a jamais été suffisante pour complètement mettre fin à l'extrême pauvreté. Des ressources financières supplémentaires sont nécessaires pour combler le déficit de 3 500 milliards de dollars afin de répondre à la COVID-19 et d'atteindre les Objectifs mondiaux. La pandémie l'a brutalement rappelé et a exposé l'une des principales limites de l'APD : elle peut être considérablement réduite d'une année à l'autre, comme l'a fait le Royaume-Uni. Ce risque est particulièrement élevé dans les situations de crise, des moments où les pays ont le plus besoin d'aide.

Il faut trouver de nouvelles sources de recettes qui peuvent être mobilisées massivement et rapidement, en dehors des budgets existants de l'APD. Cela nous permettrait également d'aller au-delà de la dichotomie Sud-Nord vers des mécanismes de financement pouvant être mis en place par tous les pays, pas seulement par les pays donateurs. De nouvelles taxes devraient faire en sorte que les secteurs qui ont traditionnellement bénéficié de la mondialisation contribuent réellement à relever les défis communs qu'elle pose.

Une proposition de taxe sur les transactions financières (TTF) a déjà été faite [en 2011](#)³² par Bill Gates dans son rapport au G20. Les transactions financières ne sont généralement pas taxées, contrairement à d'autres types de transactions commerciales comme acheter du pain. Parallèlement, le secteur du financement bénéficie de la mondialisation.

De nombreuses TTF existent déjà dans le monde et prouvent que taxer le secteur financier est faisable et peut rapporter des milliards. Traditionnellement, les recettes vont au budget général, mais en France, elles sont en partie affectées au développement. Même avec des taux d'imposition minimaux, la possibilité d'adopter une telle taxe pourrait mobiliser des milliards. Par exemple, la Commission européenne a estimé qu'une taxe établie par 11 pays [pourrait à elle seule rapporter 60 milliards d'euros par an](#).³³ Un groupe de pays pionniers devrait mettre en place une TTF afin de financer le développement et fournir une source continue de financement, non soumise à des négociations budgétaires et à des considérations politiques.

« Disons les choses telles qu'elles sont : le système financier mondial est en faillite morale. Il favorise les riches et pénalise les pauvres. L'une des principales fonctions du système financier mondial est de garantir la stabilité, en soutenant les économies en cas de chocs financiers. Pourtant, face à un tel choc – la pandémie – il a abandonné les pays du sud. »

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies

Faire en sorte que le système fiscal mondial fonctionne pour tous

Des règles multilatérales, visant à accroître la transparence sur les pratiques douteuses telles que l'utilisation de sociétés écrans et des trusts ainsi que le transfert de bénéfices et l'évasion fiscale, permettraient de révéler des ressources qui, si elles étaient récupérées et imposées, pourraient aider à combler les déficits de financement au profit des pays en développement. Rien qu'en Afrique, [les flux financiers illicites](#) privent le continent d'environ 88,6 milliards de dollars par an. Cela équivaut à 3,7 % du PIB de l'Afrique, représentant presque autant que ses entrées annuelles totales combinées d'APD.³⁴

Nous appelons le G20 à veiller à ce que les [réformes de la fiscalité internationale](#) convenues par le G20 à la fin de l'année 2021 fonctionnent pour tous les pays, y compris les plus pauvres, ainsi qu'à accroître la transparence autour du comportement fiscal des sociétés multinationales et d'autres entités afin de rendre pratiquement impossible l'utilisation de paradis fiscaux et de fiducies pour éviter les paiements d'impôts.³⁵ Tous les gouvernements devraient assurer une gestion transparente et responsable des ressources financières afin d'utiliser efficacement les revenus nationaux.

La pandémie a anéanti plusieurs années de progrès en matière de développement, exacerbant les défis mondiaux tels que la faim, les systèmes de santé inégaux, les inégalités et l'instabilité économique. Elle a souligné l'urgence pour les dirigeants d'investir de manière proactive dans des réponses mondiales efficaces aux défis transnationaux et de faire tomber les barrières systémiques pour mettre fin à l'extrême pauvreté maintenant.

POUR FAIRE TOMBER LES BARRIÈRES SYSTÉMIQUES MAINTENANT, GLOBAL CITIZEN APPELLE :

Équité vaccinale

- À ce qu'un minimum de 70 % de la population de chaque pays soit entièrement vaccinée (généralement deux doses) contre la COVID-19 d'ici mi-2022.
- À un approvisionnement durable et à un accès aux vaccins dans les pays à revenu faible et intermédiaire pour prévenir et protéger contre les variants de la COVID-19 et les futures menaces de maladies. Cela devrait être stimulé par la production locale (avec une capacité suffisante pour produire au moins 16 milliards de doses dans le monde en une seule année) et des systèmes de santé renforcés.
- Les gouvernements à soutenir le partage de la propriété intellectuelle, notamment par l'intermédiaire de l'OMC et en obligeant les sociétés pharmaceutiques à coopérer. Le gouvernement américain, en particulier, doit prendre des mesures en définissant son soutien à une dérogation à la propriété intellectuelle et en insistant pour que Moderna (qui a co-développé sa technologie vaccinale avec les National Institutes of Health des États-Unis) partage ses données et son savoir-faire.
- Les gouvernements à fournir une assistance financière et technique pour développer des centres de transfert de technologie d'ARNm et pour accroître la capacité de production locale et régionale. Les gouvernements devraient également soutenir l'élaboration d'un modèle d'entreprise durable post-pandémie pour ces initiatives, en coordination avec les institutions compétentes telles que Gavi et l'UNICEF.
- Le G7 et l'UE à respecter leurs engagements existants en matière de partage des doses le plus tôt possible en 2022, en travaillant en coordination avec les pays et COVAX, ainsi qu'en évitant d'envoyer des doses dont la date d'expiration est proche.
- Les gouvernements et les sociétés pharmaceutiques à publier leurs prévisions de production de vaccins (production réelle et capacité potentielle), les contrats

(notamment les prix), la distribution et le partage des doses. Cela est essentiel pour s'assurer que le monde soit sur la bonne voie pour entièrement vacciner au moins 70 % de la population de chaque pays et pour identifier toute lacune dans l'approvisionnement en vaccins.

Équité financière

- Les gouvernements et les donateurs privés à investir au moins 2,34 milliards de dollars pour l'UNICEF et 1,15 milliard de dollars pour Gavi, afin de répondre à la nécessité de financer pleinement le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT), y compris COVAX. Ce financement soutiendra la livraison de vaccins, de tests, de traitements et d'EPI contre la COVID-19 dans les pays bénéficiaires ainsi que l'engagement communautaire pour promouvoir leur utilisation.
- Les gouvernements à investir au moins 6,8 milliards de dollars de financement supplémentaire nécessaire à la fourniture d'outils médicaux COVID-19 dans les pays bénéficiaires, permettant ainsi aux pays à revenu faible et intermédiaire d'investir dans des infrastructures de la chaîne d'approvisionnement, du personnel de santé, etc.
- Les pays du G20 et de l'UE à non seulement atteindre, mais aussi à dépasser l'objectif de 100 milliards de dollars en réaffectant cette année soit au moins 25 % de leurs nouveaux DTS, soit un montant équivalent de financement. Toutes les réaffectations de DTS doivent s'ajouter aux budgets de l'APD et être très préférentielles ou inférieures au taux du marché. Le G20 et l'UE, en collaboration avec le FMI et les banques de développement, devraient mettre en place des mécanismes nécessaires pour que les pays puissent accéder rapidement au financement à des conditions équitables.
- Les gouvernements à atteindre ou dépasser l'objectif de l'ONU d'engager 0,7 % du

RNB dans l'APD, y compris les donateurs non-traditionnels ou nouveaux donateurs gouvernementaux, et rendre compte de leur APD de manière transparente et régulière.

- Les gouvernements à introduire de nouvelles taxes pour fournir de nouvelles sources stables de financement des biens publics mondiaux. Plusieurs options existent, notamment une TTF, qui pourraient lever des milliards tout en offrant d'autres avantages (taxer les groupes ou les secteurs sous-taxés, ou bien avoir un impact sur le comportement). D'autres possibilités que nous explorerons, et qui pourraient être introduites par un groupe de pays pionniers dont les revenus sont destinés à la santé mondiale et au changement climatique, comprennent une taxe sur la fortune, une taxe sur le carbone ou d'autres taxes sur l'énergie, telles que l'aviation et le transport maritime.
- Les gouvernements du G20 à aider les pays les plus pauvres à améliorer leur administration fiscale en augmentant leur personnel, en révisant les conventions fiscales et les dispositifs d'exonération d'impôts, et ce grâce à une assistance technique telle que celle fournie par les [Inspecteurs des impôts sans frontières](#).³⁶
- Le G20 doit veiller à ce que les réformes fiscales mondiales en cours servent tous les pays en simplifiant les règles et en réaffectant les droits d'imposition de la totalité des bénéficiaires des multinationales (et pas seulement les bénéficiaires résiduels) aux juridictions dites de marché, y compris celles des pays les plus pauvres. De cette façon, nous pourrions garantir que les multinationales paient les impôts qu'elles doivent payer, non seulement à leur pays de résidence, mais aussi à tous les pays où elles ont des clients - autrement, ces juridictions de marché seraient perdantes dans cette réforme potentiellement historique.

Que peut faire le secteur privé ?

- Moderna et Pfizer/BioNTech doivent partager la technologie, les données et leur savoir-faire pour augmenter la production avec d'autres fabricants et centres de production régionaux dans les pays du Sud. Cela pourrait, par exemple, réduire de trois à un an le temps qu'il faudrait au centre d'ARNm de l'OMS basé en Afrique du Sud pour produire un vaccin approuvé contre la COVID-19.³⁷



« Si nous polluons l'air, l'eau et le sol qui nous maintiennent en vie et en bonne santé, et détruisons la biodiversité qui permet aux systèmes naturels de fonctionner, aucune somme d'argent ne nous sauvera. »

David Suzuki, militant écologiste et universitaire, Canada

Agir pour le climat MAINTENANT

Pour mettre fin à l'extrême pauvreté maintenant, il est essentiel de mettre un frein au changement climatique et de veiller à ce que tout le monde soit protégé contre ses conséquences potentiellement mortelles. Heureusement, la transition vers des systèmes énergétiques à faible émission de carbone permettra à la fois de tirer des avantages économiques et d'aider à vaincre la pauvreté, si la transition est correctement gérée.

Les personnes vivant dans la pauvreté et dans les pays du Sud sont touchées de manière disproportionnée par le changement climatique et n'ont pas les ressources nécessaires pour surmonter les chocs liés au changement climatique au cours de leur vie. Le changement climatique a déjà accru les inégalités économiques entre les pays développés et les pays en développement de 25 % depuis 1961³⁸, et pourrait faire basculer 132 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030.³⁹

Laetania Belai Djandam — Jeune militante pour le climat

Pour les peuples autochtones de l'île de Bornéo, le changement climatique représente une menace immédiate pour leur propre existence. C'est pourquoi Laetania Belai Djandam, une jeune activiste qui milite pour le climat aux côtés de l'organisation Climate Reality Project, plaide au nom des communautés de l'ouest de Bornéo pour obtenir les droits de gestion de leurs territoires ancestraux, notamment les terres, les rivières et les forêts.

« Nous cultivons nous-même notre propre nourriture, y compris le riz », explique Djandam. « En raison de l'évolution des conditions climatiques, beaucoup de récoltes sont moins importantes qu'elles ne l'étaient autrefois. Et il n'y a souvent pas assez de nourriture pour toute la communauté. »

Djandam s'est portée volontaire pour la première fois dans le cadre d'un projet de nettoyage de rivière à l'âge de sept ans. À 17 ans, elle a observé le peuple Dayak Iban de Sungai Utik s'opposer à l'exploitation forestière illégale et à la production d'huile de palme. Elle faisait partie de l'équipe qui a sensibilisé la communauté internationale à leur campagne pour les droits fonciers, en les aidant à remporter le prix Équateur de l'ONU et le prix Kalpataru de l'Indonésie. En 2020, après 40 ans de lutte, ces droits ont été garantis.

« Comment pouvons-nous transformer ces droits en un changement durable qui profite à la communauté ? », a-t-elle demandé.

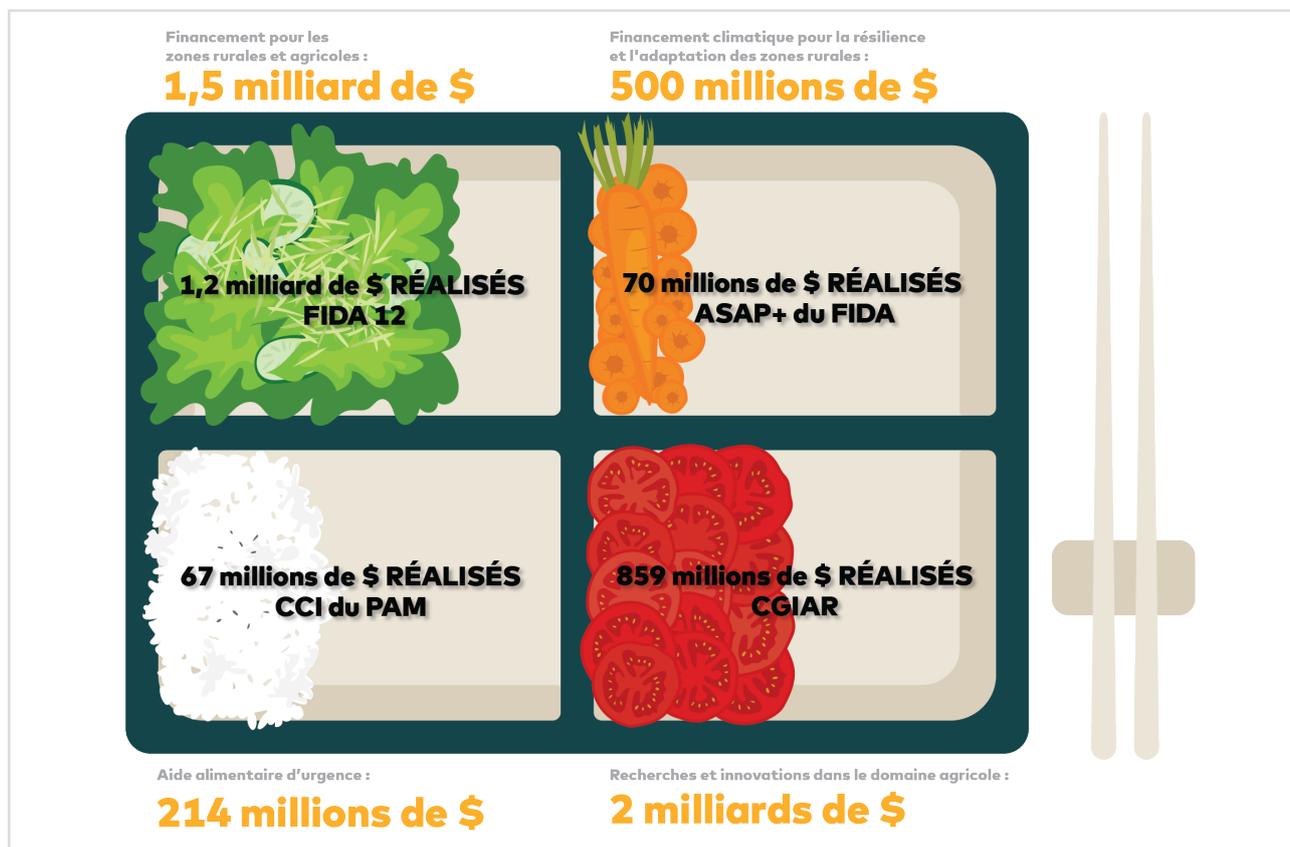
Depuis, elle collabore dans le cadre de plans de gestion forestière qui permettent aux communautés de protéger les ressources naturelles, tout en générant des revenus.

La capacité des forêts à stocker le dioxyde de carbone en fait un élément fondamental pour atténuer la crise climatique. Pourtant, la déforestation se multiplie à travers le monde.

« Nous avons tellement de ressources en Indonésie », déclare Djandam. « Entre les forêts tropicales et les tourbières, nous sommes l'un des pays les plus diversifiés. Le gouvernement doit donner la priorité à la protection, à la restauration et à la préservation de cette diversité. »

Graphique 4. Quel est l'objectif ? Transformer les systèmes alimentaires en 2022.

La mise en œuvre des mécanismes de financement sauvera des vies et rendra les systèmes alimentaires plus résilients : la douzième reconstitution des ressources du FIDA a pour but de doubler son impact en zones rurales et dans le domaine de l'agriculture ; le programme ASAP+ du FIDA pour la résilience et l'adaptation rurales vise à atteindre 10 millions de personnes ; le Compte d'intervention immédiate (CII) du PAM de s'occuper des crises ; et la recherche et l'innovation agricoles du CGIAR d'atteindre 500 millions d'agriculteurs. [40, 41, 42, 43, 44.](#)



Bien que les pays les plus pauvres subissent de plein fouet le changement climatique, ils ont historiquement le moins contribué à la destruction de notre planète. Par exemple, [les pays africains ne sont responsables que de 4 %](#) des émissions mondiales de carbone⁴⁵, mais le continent souffre de sécheresses de plus en plus sévères, de désertification et de conditions météorologiques extrêmes liées au changement climatique.

L'une des conséquences du changement climatique est la faim dans le monde (voir graphique 4), qui a atteint des niveaux records avec [45 millions de personnes au bord de la famine](#) à la fin de 2021.⁴⁶ [189 millions de personnes](#) supplémentaires pourraient souffrir de la faim si les températures moyennes mondiales augmentent de 2 °C

par rapport aux niveaux pré-industriels. Si les températures grimpent de 4 °C, ce serait [1,8 milliards de personnes](#).⁴⁷

Malheureusement, les solutions locales fondées sur la justice n'ont pas été suffisamment incluses dans les efforts visant à faire face à la crise climatique et aux problèmes qui en découlent, tels que l'insécurité alimentaire et la pénurie d'eau. Les petits exploitants agricoles et les communautés rurales qui dépendent de l'agriculture sont les gardiens de l'environnement. Le monde a besoin d'un [nouveau consensus](#)⁴⁸ autour de ces questions qui se concentre sur leur nutrition et leurs moyens de subsistance, assure l'adaptation au changement climatique et inverse les tendances à la hausse de la faim.^{49,50}

Les pays développés doivent prendre des mesures beaucoup plus ambitieuses dès maintenant pour stopper le changement climatique, mais aussi pour répondre aux besoins des populations en première ligne de la crise climatique. Les dirigeants doivent protéger la planète en maintenant le réchauffement à 1,5 °C, en allouant des fonds pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, et en sauvant la nature afin que la nature puisse tous nous sauver.

De manière critique, les populations qui sont en première ligne et issues des communautés les plus vulnérables doivent être consultées et leurs besoins doivent être placés en premier dans toutes les décisions les concernant.

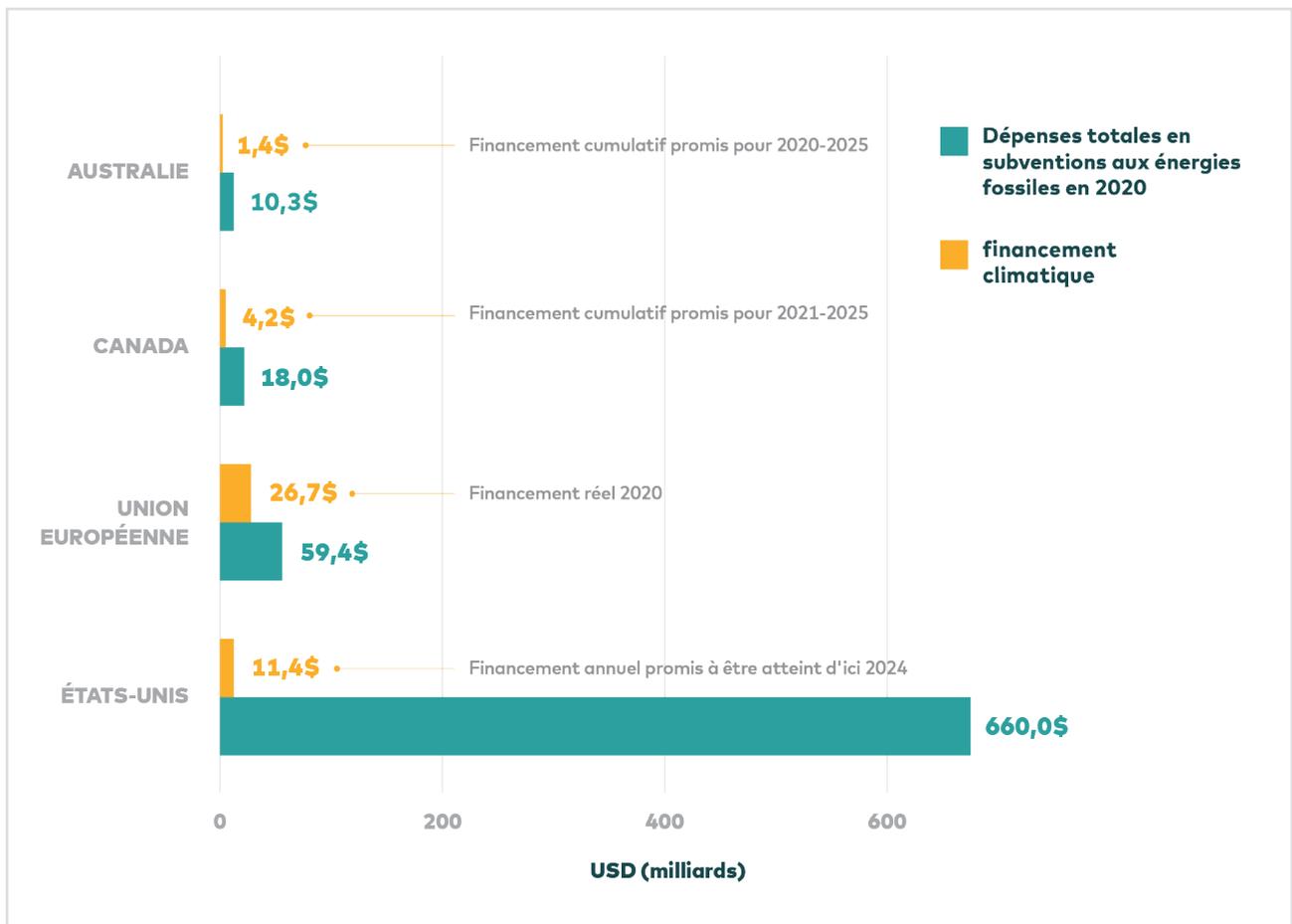
Limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C

Pour éviter des dommages irréversibles à la planète et des catastrophes telles que les déplacements massifs de population et la famine mondiale, nous devons limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C au maximum. Même avec les nouveaux engagements pris lors de la COP26 en 2021, nous devrions dépasser 1,5 °C d'ici 2030 et [atteindre +2,4 °C⁵⁹](#) d'ici la fin du siècle.

Pour éviter cela, il est urgent d'agir maintenant. Les gouvernements doivent immédiatement accepter de faire leur juste part pour réduire les émissions en renforçant leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) et les traduire en plans concrets d'action climatiques nationaux. Les plus grands émetteurs ont la plus grande

Graphique 5. Subventions relatives aux énergies fossiles et financement international de la lutte contre le changement climatique

Comparaison des dépenses en subventions relatives aux énergies fossiles (2020) par rapport aux dépenses en financement climatique pour les États-Unis, l'Australie, le Canada et l'Union européenne (institutions et États membres). [51.52.53.54.55.56.57.58](#)



responsabilité d'agir, en particulier les plus grands émetteurs historiques de gaz à effet de serre. Seuls 23 pays riches représentent 50 % des émissions historiques mondiales.⁶⁰ Ces pays ont presque complètement épuisé le bilan carbone mondial, c'est-à-dire le seuil d'émissions de dioxyde de carbone au-delà duquel il sera impossible de contenir le réchauffement climatique à 1,5 °C.

Pour accroître l'ambition gouvernementale en matière de climat parmi tous les grands émetteurs, une action collective du G20 est nécessaire, en commençant par mettre fin aux subventions aux énergies fossiles et arrêter la construction de nouvelles centrales au charbon. De manière déraisonnable, plusieurs grands émetteurs tels que les États-Unis, l'Australie, le Canada et l'UE ont dépensé plus en subventions relatives aux énergies fossiles qu'en financement climatique international en 2020 (voir graphique 5).^{61,62,63,64,65,66,67,68} Les subventions économiques pour l'exploration, la production et la consommation d'énergies fossiles doivent être réinvesties dans des systèmes d'énergie propre et des relances écologiques. S'éloigner des énergies fossiles doit s'accompagner de plans pour une transition juste, afin de s'assurer que les citoyens qui dépendent actuellement de l'industrie des énergies fossiles pour leur subsistance disposent de ressources pour passer à des professions et à des biens durables.

En outre, un groupe de pays pionniers devrait fixer un prix approprié relatif aux émissions de carbone, conformément à l'objectif des 1,5 °C. Cela obligerait les entreprises à inclure le coût des dommages environnementaux dans les décisions de production⁶⁹, ce qui entraînerait une réduction des émissions. Tout mécanisme de tarification du carbone doit être conçu pour traiter équitablement les pays en développement, et les recettes doivent être allouées au financement international de la lutte contre le changement climatique.

Cependant, l'action des gouvernements nationaux ne suffit pas. Les villes, les gouvernements infranationaux et les entreprises ont la responsabilité d'adopter des [objectifs scientifiques](#)⁷⁰ alignés sur l'objectif de ne pas dépasser les 1,5 °C. À l'échelle mondiale, les villes représentent 75 % des émissions de gaz à effet de serre⁷¹ et les 10 000 entreprises cotées en bourse dans le monde sont responsables à elles seules [de 40 % des émissions](#).⁷²

Allouer correctement le financement climatique pour aider les pays en développement

Le changement climatique ravage déjà la planète. Les personnes qui vivent dans la pauvreté sont celles qui peuvent le moins résister aux chocs causés par le changement climatique et ont besoin d'aide par le biais du financement climatique pour s'adapter à l'évolution du monde. Cependant, les coûts d'adaptation dans les pays en développement, en particulier les plus pauvres et les petits États insulaires, sont 5 à 10 fois plus élevés que le financement de l'adaptation public actuel.⁷³

Il y a plus de dix ans, les pays les plus riches du monde se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars par an pour aider les pays les plus pauvres à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.⁷⁴ À la fin de 2021, les pays riches étaient en deçà de 10 à 15 milliards de dollars pour tenir cette promesse. Pour mettre cela en perspective, 15 milliards de dollars ne représentent que 2 % du budget du département américain de la Défense.⁷⁵

Les pays riches doivent tenir leur promesse de 100 milliards de dollars par an immédiatement, et non à partir de 2023, ni même plus tard, comme cela est prévu actuellement.⁷⁶ Leurs contributions doivent correspondre à leur puissance économique et s'ajouter à leurs dépenses actuelles d'aide publique au développement (APD).⁷⁷ Ce financement supplémentaire devrait viser en premier lieu à l'adaptation car les effets du changement climatique sont sujets d'actualité.⁷⁸ Cependant, en 2019, seulement 25 % des financements climatiques ont appuyé les efforts d'adaptation⁷⁹, soit bien en dessous de l'objectif des 50 %. Une autre préoccupation pour les pays les plus pauvres, qui sont souvent en situation d'endettement, est qu'environ 27 % seulement du financement climatique est versé sous forme de subventions⁸⁰ et que les prêts pourraient augmenter leur dette.

Le financement de l'adaptation est particulièrement nécessaire pour les communautés rurales et les petits exploitants agricoles, qui souffrent de mauvaises récoltes et de pertes de bétail. Cela met en péril leur sécurité alimentaire, bien qu'ils soient parmi ceux qui ont le moins contribué au changement climatique. Les agriculteurs et les pêcheurs sont les gardiens des ressources naturelles et, à l'ère du changement climatique, de la pandémie

et de la perte de biodiversité, s'ils reçoivent un soutien adéquat, ils peuvent jouer un rôle essentiel dans la lutte contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique.

Soutenir les petits exploitants agricoles et contribuer à l'innovation agricole par le biais du financement climatique est crucial pour réduire la pauvreté, avec le Fonds international de développement agricole (FIDA)⁸¹ par exemple. Le FIDA est la seule institution financière internationale de l'ONU et vise à soutenir les pays en développement qui luttent contre la pauvreté et la faim dans les zones rurales en mettant l'accent sur les petits exploitants agricoles. Le financement climatique devrait également être ciblé pour l'innovation agricole, comme pour la [recherche du CGIAR](#)⁸² qui a été directement responsable de la transformation de l'agriculture grâce à la révolution verte, sauvant d'innombrables personnes de la faim.

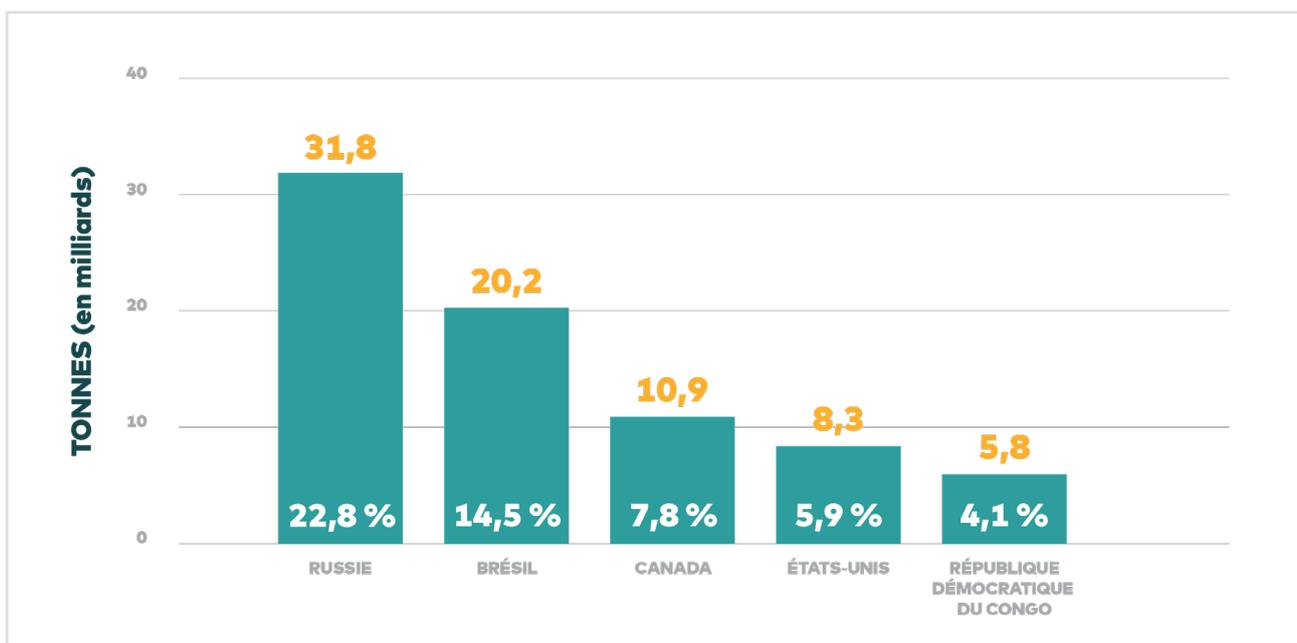
Le financement climatique peut également aider à fermer les centrales à charbon, à déployer des énergies renouvelables et à soutenir une transition juste, en veillant à ce que tout le monde ait accès à une énergie propre. Un paquet financier récemment élaboré en collaboration avec l'Afrique du

Sud (le Partenariat pour une transition énergétique juste⁸⁴) pourrait servir de modèle pour des programmes similaires au Nigeria, en Indonésie, en Inde, au Sénégal et dans d'autres pays.

En plus des 100 milliards de dollars par an promis par les pays riches pour l'atténuation et l'adaptation, les gouvernements devraient commencer à fournir des ressources pour faire face aux « pertes et dommages », qui iront aux communautés pour les dégâts qu'elles ont déjà subis à cause du changement climatique. D'ici 2030, le coût économique des pertes et dommages pour les pays en développement est estimé entre 290 et 580 milliards de dollars.⁸⁵ En plus de coûts économiques catastrophiques, les impacts du changement climatique causent des pertes en vies humaines et des dommages irréversibles aux écosystèmes. D'autres recherches sont nécessaires pour mesurer les coûts des pertes et des dommages, afin d'établir par la suite un plan de financement à long terme pour aider les pays du Sud.⁸⁶

Graphique 6. Emplacements du carbone irrécupérable sur Terre

Les cinq principaux pays ayant le plus grand pourcentage de carbone irrécupérable.⁸³



Sauver la nature

Cela ne suffit pas de réduire les émissions et de s'adapter au changement climatique. Nous devons également investir dans le stockage naturel du carbone. En effet, les écosystèmes marins et terrestres absorbent chaque année 60 % des émissions mondiales de carbone d'origine humaine.⁸⁷

Inverser la destruction de l'environnement peut honorer 30 % de l'action mondiale nécessaire pour lutter contre le changement climatique.⁸⁸ Cependant, moins de 3 % du financement climatique mondial est consacré à des solutions climatiques naturelles, comme la préservation de la biodiversité.⁸⁹ Il est particulièrement important de protéger les zones qui contiennent du carbone irrécupérable. Ce sont des zones de carbone⁹⁰ qui, si elles sont libérées et perdues en raison d'activité humaine, ne peuvent être restaurées à temps pour éviter un réchauffement de plus de 1,5 °C (voir graphique 6).

La destruction des écosystèmes naturels, qui augmente le risque accru de maladies zoonotiques (comme la COVID-19),⁹¹ de pollution de l'eau et de l'air ainsi que de perte

de biodiversité indispensable pour enrayer le changement climatique, a des répercussions profondes, mais affecte surtout les personnes marginalisées. À l'échelle mondiale, environ 67 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté habitent dans des communautés rurales et dépendent de la nature pour leur subsistance et leur bien-être.⁹³

À eux seuls, les peuples autochtones habitent et préservent 32 % de la Terre, protégeant 80 % de la biodiversité de la planète grâce à la conservation menée par la communauté (voir graphique 7). En soutenant les communautés autochtones, le monde peut préserver la biodiversité et défendre les populations marginalisées.^{94,95}

Bien que nous ayons besoin d'une action urgente pour protéger et restaurer la nature, cela ne peut pas être utilisé comme un « permis pour polluer », mais doit plutôt être une étape complémentaire et nécessaire dans le leadership en matière d'action climatique de la part des gouvernements et d'autres acteurs, tels que les entreprises et les gouvernements infranationaux.

Graphique 7. État actuel de conservation du carbone irrécupérable de la Terre

Protection du carbone irrécupérable sur Terre par les Peuples autochtones et les communautés locales (PACL).⁹²



« Certains dirigeants dans ce monde croient-ils qu'ils peuvent survivre et prospérer dans leur coin ? N'ont-ils rien appris de la pandémie ? Peut-on avoir la paix et la prospérité si un tiers du monde prospère littéralement, et les deux autres tiers vivent assiégés et font face à des menaces calamiteuses pour notre bien-être ? »

Mia Mottley, Première ministre de la Barbade

Les gouvernements infranationaux peuvent notamment s'avérer être la seule véritable option dans certains pays ou régions où le gouvernement national n'a pas pris suffisamment de mesures climatiques. Ils peuvent également apporter des réponses adaptées aux besoins plus locaux. Par exemple, en 2021, lors du *Global Citizen Live*, six États brésiliens ont annoncé des mesures pour réduire les émissions, augmenter le nombre de zones forestières protégées et engager des ressources supplémentaires pour aider les populations à s'adapter au changement climatique²⁶, des efforts pour protéger la nature et les personnes qui ne se produisaient pas au niveau national.

Pour mettre fin à l'extrême pauvreté maintenant, nous devons mettre en place des actions qui répondent aux besoins des populations en première ligne du changement climatique et qui proviennent en particulier des pays les plus riches qui sont historiquement les plus grands pollueurs. Les pays qui ont le moins contribué au changement climatique doivent disposer des ressources nécessaires pour aider à mettre un frein au changement climatique et à s'adapter au monde qui change, tout en étant à l'avant-garde de la façon dont ces ressources sont utilisées. Ils doivent recevoir un soutien urgent et cocréer la voie à suivre ainsi que mettre en place les transitions nécessaires pour protéger la nature afin qu'elle puisse nous protéger à son tour.

Lors du *Global Citizen Live* en 2021, treize grandes multinationales se sont engagées à fixer des objectifs scientifiques et à rejoindre la campagne Objectif zéro de l'ONU.²⁷ En 2022, davantage d'entreprises, en particulier des secteurs à fortes émissions, doivent se joindre à l'Objectif zéro et s'aligner sur l'objectif des 1,5 °C.

En octobre 2021, 40 % des entreprises du Fortune 500 n'avaient aucun objectif climatique.²⁸ Et sur les 60 % qui ont des objectifs fixés, seulement 25 % comprennent des objectifs fondés sur la science.²⁹

Les entreprises qui ont déjà fixé des objectifs scientifiques devraient les mettre en œuvre et en rendre compte publiquement, tout en encourageant les autres à suivre leur exemple.

« Vous ne pouvez pas vous adapter à l'extinction. »

Vanessa Nakate,
militante pour le climat, Ouganda

POUR AGIR POUR LE CLIMAT MAINTENANT, GLOBAL CITIZEN APPELLE :

Lutter contre le changement climatique

- Les principaux pays émetteurs à augmenter leurs CDN en vue de respecter l'objectif des 1,5 °C, ainsi que d'adopter une législation nationale pour mettre en œuvre les plans d'atténuation. Les autres acteurs, en particulier les gouvernements infranationaux, à mettre en œuvre des objectifs de réduction des émissions alignés sur l'objectif des 1,5 °C.
- Le G20 à adopter des calendriers ambitieux pour mettre fin aux subventions destinées aux énergies fossiles ainsi qu'à la construction et à l'utilisation de centrales au charbon, et à s'éloigner des énergies fossiles grâce à une transition juste vers des systèmes d'énergie verte.
- Le G20 à soutenir les politiques qui décourageront l'utilisation des énergies fossiles et réduiront les émissions, telles que l'imposition d'un prix adéquat sur le carbone, la limitation des achats massifs de crédits carbone et d'autres mesures fiscales.

Financement de la lutte contre le changement climatique

- Le G7 et l'UE à combler le déficit de financement cette année pour atteindre les 100 milliards de dollars par an promis jusqu'en 2025, afin d'aider les pays les plus pauvres à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.
 - » Des fonds supplémentaires devraient provenir principalement de subventions. Tout prêt doit être concessionnel.
 - » Tous les financements devraient être répartis équitablement entre l'adaptation et l'atténuation.
 - » Lors de la COP27, les gouvernements, en consultation avec les communautés vulnérables au climat, devront fixer un nouvel objectif financier ambitieux au-delà de 2025.
- Donner la priorité à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux moyens de subsistance en orientant d'importantes ressources d'adaptation au climat vers

les communautés rurales et les petits exploitants agricoles en :

- » Mobilisant 300 millions de dollars supplémentaires au FIDA pour qu'il puisse doubler son impact d'ici 2030 et maintenir une attention particulière sur les pays les plus pauvres menacés par la dette.
 - » Soutenant le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+)¹⁰⁰ du FIDA, qui devrait être le plus grand fonds dédié à l'acheminement du financement climatique vers les petits producteurs en mobilisant 500 millions de dollars pour accroître la résilience de 10 millions de personnes rurales vulnérables.
 - » Doublant les investissements dans le CGIAR grâce à l'allocation directe de fonds climatiques afin d'accroître l'adoption de la recherche agricole innovante pour faire progresser un monde durable, résilient au climat, exempt de la faim et de la malnutrition (objectif de 2 milliards de dollars).
- Les pays du G20 à prendre des engagements bilatéraux pour couvrir les pertes et dommages, comme le Fonds pour la justice et la résilience climatiques¹⁰¹, et à soutenir la recherche à ce sujet afin d'établir un plan de financement à long terme.

Sauver la nature

- Le G20 à protéger 30 % des terres et 30 % des océans et des mers d'ici 2030, afin de stopper et d'inverser la perte de biodiversité. En étroite consultation avec les peuples autochtones et les communautés de première ligne, ils doivent donner la priorité à la protection des zones les plus critiques telles que les régions de carbone irrécupérable¹⁰² et les zones clés pour la biodiversité (ZCB)¹⁰³ (telles que définies par l'UICN - Union internationale pour la conservation de la nature).
- Les gouvernements infranationaux dans les pays ayant du carbone irrécupérable ou des zones clés pour la biodiversité à protéger ces régions en collaboration avec les communautés locales et autochtones.

Que peut faire le secteur privé ?

- Les entreprises, en particulier celles des industries à fortes émissions (telles que l'acier et le ciment, qui ensemble contribuent à 15 % des émissions annuelles mondiales de carbone¹⁰⁴), devraient fixer des objectifs scientifiques pour toutes les facettes de leurs opérations, conformément à la norme Net-Zero de l'initiative Science-Based Target.¹⁰⁵ Ils devraient également se concentrer sur la création d'un plan pour atteindre la neutralité carbone sans retarder les réductions, sans s'appuyer sur des progrès technologiques qui n'ont pas fait leur preuve par le biais de compensations de mauvaise qualité.
- Le secteur privé doit investir ses crédits de carbone de manière responsable dans des solutions climatiques naturelles et respectueuses des communautés qui permettent un stockage permanent du carbone atmosphérique, en plus de fixer un objectif spécifique de protection de la nature et de séquestration du carbone. Cela devrait compléter leurs plans de réduction des émissions conformément aux objectifs scientifiques.



« Pour reconstruire notre économie mondiale et améliorer la vie de tous, les gouvernements doivent donner la priorité à l'égalité des genres dans leurs stratégies de relance économique. Nous devons notamment mettre en place des politiques de garde d'enfants qui soutiennent mieux les deux genres et veillent à ce que les femmes ne disparaissent pas des lieux de travail. Soutenir les femmes et les filles aidera non seulement les personnes les plus touchées par cette crise, mais aussi de favoriser la stabilité et les opportunités pour tous. »

Kristalina Georgieva, Directrice générale, Fonds monétaire international ; **Christine Lagarde**, Présidente de la Banque centrale européenne ; **Ursula von der Leyen**, Présidente de la Commission européenne ; **Ngozi Okonjo-Iweala**, Directeur général, Organisation mondiale du commerce ; **baronne Minouche Shafik**, Directrice, London School of Economics et **Vera Songwe**, Secrétaire générale adjointe et Secrétaire exécutive, Commission économique pour l'Afrique — Déclaration sur l'égalité des genres, 2021

Autonomiser les filles MAINTENANT

La pandémie de COVID-19 n'a pas fait abstraction du genre. Dans presque tous les domaines, [les femmes ont été plus durement touchées par la pandémie](#) : elles ont été plus nombreuses à perdre leur emploi, ont rencontré plus d'obstacles pour bénéficier d'aide et ont été plus exposées à la violence sexiste.¹⁰⁶

Aucun groupe démographique n'est peut-être plus vulnérable aux impacts du bouleversement social et économique des deux dernières années que les adolescentes et les jeunes femmes. Bien que les taux de pauvreté entre les [garçons et les filles pendant l'enfance soient similaires](#), cela change à l'adolescence, lorsque les filles commencent à davantage ressentir les [effets](#)

[de la pauvreté](#) que les garçons.¹⁰⁷ Cette perte d'autonomie peut se transmettre d'une génération à l'autre¹⁰⁸ et crée un cercle vicieux de pauvreté auquel il est presque impossible d'échapper sans intervention directe.

En outre, les filles et les jeunes non-conformes au genre sont [particulièrement vulnérables](#) à des formes de discrimination de marginalisation multiples et intersectionnelles, fondées sur leur origine ethnique, leur orientation sexuelle et leur identité de genre, leur handicap et une série d'autres caractéristiques qui continuent de compromettre les progrès vers l'égalité des genres.¹⁰⁹

Basirat Ajayi – Enseignante en ligne

Alors que 11 millions de filles pourraient ne pas retourner à l'école en raison de la crise du COVID-19, Basirat Ajayi, professeure nigériane de mathématiques, adopte une approche innovante de l'apprentissage à distance afin de rester en contact avec ses élèves.

Alors que la pandémie perturbait l'éducation à travers le monde, Ajayi a lancé un groupe WhatsApp qui est rapidement devenu une salle de classe virtuelle qui, au plus fort de son activité, a atteint 3 000 filles et garçons dans le monde entier. Elle crée des cours et corrige des devoirs parfois jusqu'à 3 heures du matin. Elle utilise son téléphone pour filmer de courtes vidéos pédagogiques, pour assigner des exercices en classe et envoyer des notes vocales lorsque les élèves ont besoin d'aide supplémentaire, le tout animé par sa conviction qu'une éducation de qualité devrait être accessible à tous.

Ajayi est consciente des obstacles à l'éducation auxquels sont confrontées les filles chaque jour, même au-delà de la pandémie. Grâce au programme d'égalité des genres de son école, une nouvelle initiative dans laquelle les enseignantes disposent de temps et de l'espace nécessaires pour dialoguer, soutenir et conseiller les filles, nombreuses se sont confiées à propos de leurs expériences, certaines ayant dû abandonner l'école, en raison de grossesses non planifiées, de la violence sexiste ou contraintes de travailler.

Malgré ces difficultés, elle garde espoir et réclame une plus grande collaboration entre les parents, les éducateurs et les dirigeants mondiaux afin de s'assurer qu'aucune fille ne soit laissée pour compte.

« L'éducation est l'arme la plus efficace pour lutter contre la pauvreté », dit Ajayi.
« L'éducation des filles est très importante parce que c'est la force la plus puissante pour transformer la société et briser les cycles de la pauvreté dans cette société. »

Pour briser définitivement le cycle de l'extrême pauvreté, nous devons l'aborder à travers le prisme du genre. Investir en faveur des filles est à la fois moralement juste et un moyen économiquement efficace de maximiser l'impact.

Les études récentes mettent en évidence le [bon rapport coût-efficacité](#) et l'impact positif des interventions qui ciblent les adolescents.¹¹⁰ Une méta-analyse d'études évaluant le bien-être des adolescents dans plusieurs domaines (la santé et la nutrition, la connectivité, un environnement sûr et favorable, l'apprentissage et l'employabilité, ainsi que la résilience) a révélé que, généralement, les interventions dans ces sphères génèrent [un bénéfice d'environ 5 à 10 dollars](#) pour chaque dollar dépensé.¹¹¹ Un fait très important, lorsque les interventions étaient intersectionnelles entre ces domaines clés, le rapport coûts-avantages était [bien plus élevé](#) et particulièrement bénéfique pour les filles.¹¹²

Nous savons que plus de 400 millions de dollars sont nécessaires aujourd'hui pour financer les principaux mécanismes internationaux identifiés ci-dessous pour lutter contre la pauvreté des filles et atteindre des millions de jeunes femmes dans le besoin immédiat. Mais le défi à long terme du financement durable pour ces interventions de développement se chiffre en dizaines de milliards. Les dirigeants du G7 doivent s'engager à allouer 400 millions de dollars pour répondre aux besoins immédiats, tout en adoptant un plan d'investissement pluriannuel qui permettra d'atteindre 50 millions d'adolescentes, en définissant des étapes et des objectifs mesurables. Cela devrait inclure la réalisation des engagements pris en matière d'éducation des filles en 2021, de nouveaux investissements dans la santé des filles, y compris la santé sexuelle et reproductive, et de nouveaux engagements en faveur de la valorisation de l'économie des soins.

Retrouver les progrès réalisés à travers l'éducation des filles

L'éducation joue un rôle primordial pour l'autonomisation des filles. En 2021, le G7 a déclaré : « Douze années d'éducation de qualité, en toute sécurité et pour tous les enfants, et en particulier les filles, est l'un

des investissements sociaux et économiques les plus rentables et les plus impactants que les gouvernements et les donateurs puissent faire. »¹¹³ L'éducation permet aux filles d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour se libérer de l'oppression systémique et du cycle de la pauvreté.

L'accès à l'éducation s'est considérablement amélioré pour les filles. Le nombre de filles non scolarisées dans le monde est passé de 57 millions à 32 millions, soit une baisse de 44 % en seulement 18 ans, entre 2000 et 2018¹¹⁴, tandis que la scolarisation des femmes dans l'enseignement supérieur a triplé entre 1995 et 2000.¹¹⁵ Pourtant, encore un tiers des filles les plus pauvres au monde, âgées de 10 à 19 ans, n'ont jamais été scolarisées¹¹⁶ et dans les zones rurales à travers le monde, 61 % des filles ne vont pas au collège.¹¹⁷ Les conflits exacerbent les disparités en matière d'éducation chez les filles, et celles qui vivent en zone de conflit sont deux fois moins susceptibles d'être scolarisées que des filles dans des pays non touchés.¹¹⁸ Dans les pays à faible revenu, seules 2 % des étudiantes les plus pauvres de zone rurales termineront le collège.¹¹⁹

La pandémie de COVID-19 a interrompu la scolarisation de près 1,6 milliard d'élèves.¹²⁰ Le Directeur de l'éducation de l'UNICEF, Robert Jenkins, a reconnu que « les perturbations dans l'éducation ont entraîné [des pertes d'apprentissage plus importantes chez les filles](#) que chez les garçons, ainsi qu'un risque accru de travail des enfants, de violence sexuelle, de mariage précoce et de grossesse. »¹²¹

Un enfant sur quatre en âge d'être scolarisé dans le monde vit dans des zones de crise¹²² où les conséquences des perturbations engendrées par la pandémie se font davantage ressentir. Cependant, l'éducation ne perçoit encore que 2 à 4 % de l'aide humanitaire.¹²³ Dans ces situations, les filles sont confrontées à des barrières multidimensionnelles les empêchant d'accéder à l'éducation, telles que la discrimination fondée sur le genre ou les traumatismes causés par leur déplacement forcé.

Malgré les reculs causés par la COVID-19, la crise et les conflits, de bons outils existent pour aider les enfants, et en particulier les filles, à recevoir une éducation. [Education Cannot Wait](#)¹²⁴ (ECW) est un fonds mondial dédié à l'éducation dans les situations d'urgence. Ce fonds vise à atteindre au moins 60 % de filles tout au long de leurs projets et, depuis sa création en 2016, il a aidé plus de 2,2 millions de filles à poursuivre leur scolarisation en temps de crise.¹²⁵

ECW s'attaque aux causes profondes qui empêchent les filles en temps de crise d'aller à l'école et assure l'intégration de la sensibilisation au genre et de l'inclusion du genre dans les politiques et pratiques éducatives.¹²⁶ En outre, la ECW offre aux élèves, et en particulier aux filles, l'accès à des repas nutritifs, à de l'eau potable et à des installations d'assainissement et d'hygiène, le tout pour faciliter l'apprentissage et éliminer les barrières à l'éducation.¹²⁷

ECW est à la recherche de nouveaux financements pour 2023-2026, qui pourraient permettre à au moins 10 millions d'enfants et d'adolescents supplémentaires d'étudier dans au moins 25 pays touchés par la crise.

Assurer une alimentation adéquate et la sécurité alimentaire

Investir dans la nutrition et dans la sécurité alimentaire est essentiel pour réduire la pauvreté.¹²⁸ Cela est particulièrement vrai pour les jeunes, car une nutrition constante et de qualité améliore la scolarisation et les performances scolaires, renforce le développement cognitif et les résultats en matière de santé, et étaye les futurs résultats dans le monde du travail.¹²⁹ Près de 60 % des personnes confrontées à l'insécurité alimentaire sont des femmes et des filles.¹³⁰

La pandémie de COVID-19 a aggravé la crise alimentaire mondiale. Le Programme alimentaire mondial estime que pour [prévenir la famine](#), il faudrait 7 milliards de dollars pour atteindre les 45 millions de personnes ayant besoin d'aide.¹³¹ Les experts du développement international craignent que les [filles ne soient les plus durement touchées](#).¹³² En 2021, le [Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires](#)¹³³ et le [Sommet de Tokyo sur la Nutrition pour la croissance](#)¹³⁴ ont donné lieu à des engagements politiques et financiers essentiels de la part des gouvernements et des parties prenantes pour lutter contre la faim dans le monde et améliorer la nutrition.^{135,136} Les dirigeants doivent maintenant tenir ces promesses, en collaboration avec les organisations internationales, afin que le financement parvienne aux adolescentes et aux autres enfants qui en ont le plus besoin.

La pandémie a également eu un impact sur les programmes d'alimentation scolaire dans le monde entier. Au début de 2020, ces programmes assuraient au moins un repas par jour à plus de 388 millions d'enfants, mais ils ont été en grande partie interrompus à la suite de la fermeture des écoles liée à la pandémie.¹³⁷ Les programmes de repas scolaires sont essentiels à la réussite scolaire des enfants, car ils sont souvent le seul repas nutritionnel auquel les enfants ont accès.¹³⁸ Les repas scolaires ont le potentiel d'améliorer les résultats d'apprentissage, tout en soutenant l'agriculture et les économies locales.¹³⁹ Pour s'assurer que chaque enfant ait la possibilité de grandir, d'apprendre et de s'épanouir, la [Coalition pour l'alimentation scolaire](#)¹⁴⁰ a été lancée par une coalition de gouvernements et d'intervenants afin de renforcer les systèmes de repas scolaires dans le monde entier.¹⁴¹

Un effort entièrement financé et coordonné pour lutter contre la famine, associé à des investissements dans des actions spécifiques à la nutrition, ainsi qu'à des investissements dans des programmes d'alimentation scolaire durable, est essentiel pour mettre fin à l'extrême pauvreté maintenant.

Améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des filles

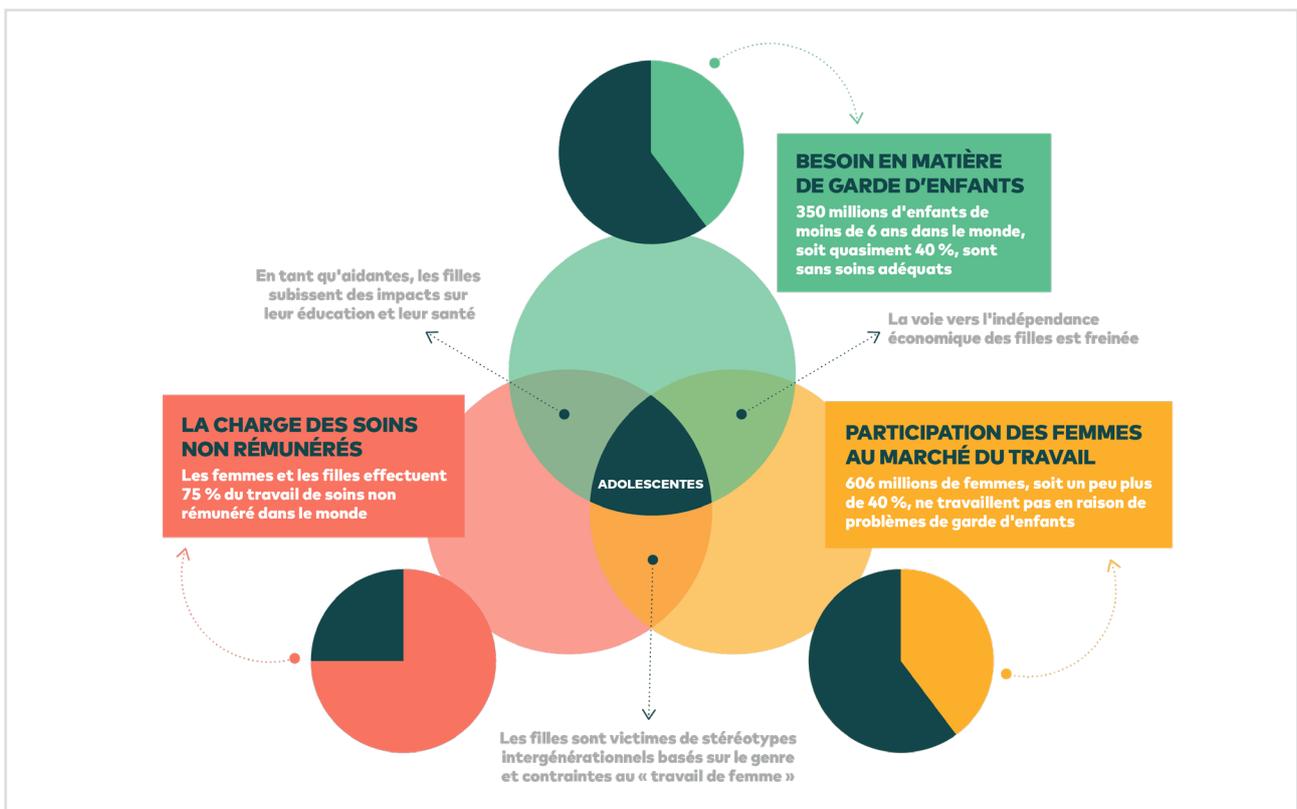
La pandémie de COVID-19 a créé une crise mondiale des soins de santé publique qui touche de manière disproportionnée les filles et les femmes. La perte de l'accès aux services de planification familiale en 2020 a entraîné 1,4 million de [grossesses non désirées](#) supplémentaires dans 115 pays à revenu faible et intermédiaire.¹⁴² En 2020-2021, [les femmes](#) ont dû faire face à [des obstacles importants](#) pour accéder aux produits menstruels, aux contraceptifs, aux services obstétriques et gynécologiques et même au savon.¹⁴³ Investir dans l'accès aux méthodes de contraception modernes est une voie essentielle vers l'égalité des genres et l'élimination de la pauvreté.¹⁴⁴ Cela aide à maintenir les filles scolarisées, à retarder leur mariage ou à éviter les

grossesses non désirées, et augmente les revenus économiques tout au long de leur vie.¹⁴⁸ Et lorsqu'il est bien fait, l'investissement dans la santé des adolescentes peut avoir des avantages économiques considérables.¹⁴⁹

[Le partenariat avec UNFPA Supplies](#)¹⁵⁰, le programme principal des Nations Unies pour la santé sexuelle et reproductive, fournit une année de services de planification familiale pour seulement 12 dollars par personne.¹⁵¹ Selon les estimations, investir 1 dollar supplémentaire dans les besoins des femmes en matière de planification familiale dans les pays à revenu faible et intermédiaire générerait des économies immédiates de 3 dollars en coûts de santé¹⁵² et jusqu'à 120 dollars en coûts globaux des soins de santé tout au long de leur vie.¹⁵³

Graphique 8. L'impact de la crise mondiale des services de garde d'enfants sur les adolescentes.

Comment un ensemble de facteurs dans le cadre de travail de soins non rémunéré a un impact négatif sur les adolescentes.^{145,146,147}



Faire face à la crise mondiale des services de garde d'enfants

La charge de la garde des enfants revient essentiellement aux femmes et aux filles. Cela les empêche d'exercer une activité économique ou éducative qui pourrait les aider à se sortir de la pauvreté (voir graphique 8). Avant la pandémie, 606 millions de femmes dans le monde ont cité les préoccupations liées à la [garde des enfants](#) comme étant la raison de ne pas chercher de travail, contre seulement 41 millions d'hommes.¹⁵⁴ Parallèlement, plus de 40 % des enfants d'âge préscolaire dans le monde n'avaient pas régulièrement accès à [des soins de qualité](#), bien qu'il s'agisse d'un facteur essentiel pour leur développement futur.¹⁵⁵

Les filles doivent souvent assumer une part inéquitable de responsabilités domestiques non rémunérées, notamment la garde des enfants et les tâches ménagères, plutôt que de terminer leurs études ou d'avoir l'enfance qu'elles méritent. Avant la pandémie, les filles âgées de 10 à 14 ans travaillaient de manière non rémunérée en moyenne [50 % de plus](#) que les garçons.¹⁵⁶ Les femmes et les filles étaient globalement plus susceptibles que les hommes et les garçons de faire face aux [répercussions socio-économiques négatives](#) de la pandémie, y compris une charge accrue de travail de soins non rémunéré.¹⁵⁷

Mais cette crise des soins peut devenir une opportunité. [Un investissement approprié](#) dans l'économie des soins pourrait entraîner l'ajout de milliers de milliards de dollars à l'économie mondiale et la création de plus de 43 millions d'emplois dans le monde qui résistent au remplacement du travail par l'automatisation.¹⁵⁸

De nouveaux modèles d'investissement doivent être encouragés. Les investissements à venir de la Banque mondiale en matière de garde d'enfants seront les premiers de ce genre à être réalisés en collaboration avec des pays à revenu faible et intermédiaire pour élaborer de nouvelles politiques et de nouveaux programmes visant à faire face à la crise des services de garde d'enfants et à autonomiser les femmes et les filles dans l'économie des soins. De plus, le secteur privé peut jouer un rôle unique en mettant en place des politiques qui identifient et traitent la charge inégale liée aux prestations de soins non rémunérées.

En juillet 2021, [le G7 a renouvelé son engagement](#) à « placer l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles au cœur de notre travail pour reconstruire en mieux. »¹⁵⁹ 2022 est l'année pour y parvenir grâce à un leadership et à des investissements intentionnels.

POUR AUTONOMISER LES FILLES MAINTENANT, GLOBAL CITIZEN APPELLE :

- Les gouvernements à contribuer à atteindre l'objectif de financement du fonds Education Cannot Wait de 1 milliard de dollars pour 2023-2026 en assurant les premières promesses de dons en 2022.
- Les gouvernements et les organisations concernées à se joindre à la Coalition pour l'alimentation scolaire et à adopter des politiques visant à améliorer la qualité des repas scolaires ainsi qu'à renforcer le programme à l'échelle mondiale et à atteindre 73 millions de jeunes parmi les plus vulnérables.¹⁶⁰
- Les gouvernements et les autres parties prenantes à respecter les engagements pris lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et du Sommet de Tokyo sur la Nutrition pour la croissance.
- Les gouvernements, le secteur privé et les fondations à augmenter le financement pour soutenir pleinement le Partenariat avec UNFPA Supplies pour 2021-2022 avec 232 millions de dollars de nouveaux engagements.
- Les gouvernements à engager 100 millions de dollars de nouveaux fonds pour les investissements de la Banque mondiale dans la garde d'enfants.

Que peut faire le secteur privé ?

- Les entreprises doivent établir et faire connaître les politiques qui soutiennent les employés ayant des responsabilités familiales, en subventionnant les frais de garde d'enfants, en offrant un congé parental payé et en soutenant des modèles de travail compatibles avec les responsabilités familiales.
- Les entreprises devraient effectuer un audit interne tout au long de la chaîne de valeur de l'entreprise afin d'évaluer les lacunes dans les soins non rémunérés et engager des fournisseurs de premier et de deuxième rang sur la rentabilité et le rapport coût-bénéfice de l'investissement dans le programme de soins.
- Le secteur privé devrait veiller à ce que les marques créent des publicités et des directives qui remettent en question les stéréotypes de genre qui exacerbent le problème des inégalités dans le domaine des soins.



« L'activisme
est mon loyer
pour vivre sur
la planète. »

Alice Walker

Défendre le plaidoyer MAINTENANT

Dans un monde parfait, il ne serait pas nécessaire de mobiliser le soutien du public autour de solutions concrètes pour mettre fin à l'extrême pauvreté et ses causes sous-jacentes, car les besoins et les droits fondamentaux de toutes les populations seraient satisfaits et respectés. Malheureusement, nous vivons dans un monde où, dans de nombreux pays, il n'est pas politiquement bien vu de s'attaquer aux causes de l'extrême pauvreté.¹⁶¹

Vaincre l'extrême pauvreté est impossible sans une pression constante par le biais d'une action de plaidoyer efficace. Pour créer une politique qui soit au service de tous, les représentants des communautés vulnérables doivent être en mesure d'accéder à l'information, d'engager un dialogue, d'exprimer leur désaccord et de s'unir afin d'exprimer leurs points de vue sans crainte d'intimidation ou de représailles.

Un espace civique ouvert permet non seulement aux personnes de s'organiser collectivement mais également aux voix d'être entendues, des voix qui sont essentielles pour tenir les dirigeants responsables et pour s'assurer qu'ils tiennent leurs promesses, en particulier envers les peuples marginalisés. Un espace civique sain est un remède à l'autoritarisme et une condition préalable essentielle aux démocraties inclusives, à la bonne gouvernance et au développement durable.

Des droits civiques américains et mouvements de Stonewall aux révolutions de couleur ; de Black Lives Matter à #MeToo ; du droit de vote au droit du travail ; de la fin de l'apartheid aux mobilisations des Fridays for Future ; des manifestations contre Royal Dutch Shell et les boycotts des entreprises, tout au long de l'histoire, le changement social découle des individus qui s'expriment et qui se rassemblent pour faire valoir leurs droits.

Toutefois, l'espace civique physique et virtuel recule de partout et le droit de plaidoyer en tant que moyen légitime de changement social est menacé, à la fois dans les pays développés et en développement. Bien que les nouvelles technologies aient permis aux réseaux activistes de se développer, elles ont également permis à certains gouvernements de trouver des excuses pour adopter des lois répressives qui imposent des restrictions de financement, ainsi que de contrôler les mouvements de la société civile et la liberté des médias, souvent sous prétexte de sécurité et d'état d'urgence.

Défendre le droit de plaidoyer : protection, promotion et participation

Pour défendre le plaidoyer, les attaques contre la société civile doivent cesser. Cette intimidation dissuade également les autres de s'exprimer et de protester, ce qui réduit au silence les voix et, en fin de compte, les libertés civiles et les droits humains. [En 2020](#), 331 défenseurs des droits humains ont été tués dans 25 pays distincts,¹⁶² [tandis qu'en 2021](#), 358 défenseurs ont été assassinés dans 35 pays.¹⁶³ Ces chiffres sont souvent considérés comme inférieurs à la réalité, car de nombreux décès ne sont [pas signalés](#).¹⁶⁴ En outre, les meurtres ne sont que la forme d'attaque la plus extrême. Les défenseurs souffrent également de menaces, d'attaques physiques et en ligne, d'intimidation, de diffamation, de criminalisation et d'autres formes de harcèlement, y compris des restrictions prohibitives sur la collecte de fonds et l'utilisation de fonds pour participer au débat public.

De telles violences ou restrictions nuisent non seulement aux défenseurs et à leurs familles, mais peuvent également avoir un effet dissuasif sur les activités des autres acteurs de la société civile et des personnes en général, ainsi que de conduire à leur autocensure et à leur désengagement des affaires publiques. La violence et l'impunité normalisent l'idée

que les personnes qui s'expriment en subissent les conséquences. La sensibilisation du public mondial à ces crimes et interdictions doit être accrue, et les décideurs publics et privés doivent être appelés à défendre et à respecter leurs obligations en vertu des différents accords mondiaux, afin d'éviter de nouvelles attaques et intimidations.

En outre, la promotion d'un espace civique sain passe par la construction de réseaux entre les groupes de la société civile, les mouvements et les citoyens permettant un libre-échange d'idées. Cela passe aussi par le renforcement des cadres juridiques et politiques qui facilitent l'échange d'informations, ainsi que par le renforcement de la légitimité du droit de débattre, de dissidence, d'organisation et de manifester.

Enfin, une participation significative de la société civile doit être assurée dans toutes les prises de décision, ainsi que lors de la mise en œuvre de politiques. Les associations caritatives devraient au moins avoir la même possibilité de participer au processus d'élaboration des politiques que les lobbyistes d'entreprise très bien payés. Cela conduirait à l'appropriation collective des décisions par toutes les parties prenantes, ce qui augmenterait les chances de réussite.

En réponse aux menaces croissantes et à la réduction de l'espace civique, Global Citizen agira directement pour promouvoir le plaidoyer en élevant les voix de la société civile à petite échelle, en particulier des pays du Sud et des mouvements dirigés par des jeunes, et viendra à leur défense lorsque leur légitimité est sapée ou attaquée. Nous autonomiserons nos propres Global Citizens en tant que défenseurs individuels et nous tisserons une défense de l'espace civique dans toutes nos campagnes et partenariats.

Tout au long de l'année 2022, Global Citizen continuera à promouvoir et à défendre le droit de plaidoyer à travers nos événements et festivals. Notre cérémonie annuelle de remise des prix, le *Global Citizen Prize*, mettra en lumière les jeunes activistes qui travaillent pour mettre fin à l'extrême pauvreté dans leurs propres communautés et pour favoriser

le changement social à travers le monde. La défense de l'espace civique sera également un thème clé du *Global Citizen Festival* en septembre 2022, à travers la diffusion de témoignages de dirigeants de la société civile du monde entier et d'engagements de dirigeants gouvernementaux et d'entreprises.

Mettre fin à l'extrême pauvreté maintenant et s'attaquer à ses causes structurelles et à ses facteurs de risque de manière durable ne se limitent pas à garantir l'annonce et la mise en œuvre d'engagements politiques et financiers percutants. Les bailleurs de fonds doivent également considérer le plaidoyer comme un domaine de soutien légitime et complémentaire aux efforts des gouvernements et du secteur privé.

Assurer l'existence d'un espace civique sain à la fois mondialement et localement, en personne et en ligne, est essentiel pour que la confiance dans les institutions soit retrouvée et que les citoyens du monde participent pleinement à la prise de décision qui façonne leur existence.

« La différence est qu'un mouvement de masse vitaliste, parce qu'il ne dépend pas des milliardaires ou de la technologie, mais des ressources éprouvées de l'esprit humain, peut en fait être assez magique pour changer les cœurs et les esprits à travers le monde. »

Amitav Ghosh, *La malédiction de la noix de muscade*.

POUR DÉFENDRE LE PLAIDOYER MAINTENANT, GLOBAL CITIZEN VA :

- Utiliser les franchises éditoriales existantes et en développer de nouvelles pour mettre en lumière différentes organisations locales et mettre en avant les voix des militants et défenseurs des droits humains, en particulier venant des pays du Sud.
- Lancer une campagne sur les réseaux sociaux pour encourager les militants et les ONG à partager les raisons pour lesquelles ils militent en faveur d'autrui. Global Citizen surveillera de près le hashtag, et impliquera et diffusera les histoires qui y apparaissent.
- Créer une série de discussions audio sur Clubhouse ou Twitter Spaces pour des échanges avec des activistes, destinée à mettre en avant les voix de première ligne et à mettre en évidence les meilleures pratiques pour tous, partout dans le monde, afin de favoriser un espace civique sain.
- Développer une série d'actions numériques sur nos plateformes qui augmenteront la sensibilisation aux accords mondiaux et donneront aux citoyens du monde la possibilité de prendre des mesures pour protéger l'espace civique.
- Obtenir des engagements spécifiques de la part des chefs d'État et des gouvernements de respecter ou d'adhérer aux engagements de respect et de promotion des libertés civiles, y compris le soutien à la mise en œuvre de la [Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits humains](#)¹⁶⁵ et d'autres cadres internationaux et régionaux.

Que peut faire le secteur privé ?

- Les entreprises privées devraient intégrer les [Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains](#)¹⁶⁶ dans toutes les opérations de l'entreprise, s'engager à ne pas s'impliquer dans des poursuites stratégiques contre la participation publique (SLAPPS : Strategic Lawsuits Against Public Participation)¹⁶⁷ et à créer des politiques de non-représailles contre les défenseurs des droits humains.

Conclusion

Notre travail ne fait que commencer. Si ces dernières années ont été marquées par des reculs, l'histoire nous a montré que des progrès sont possibles. Depuis la création de la Déclaration universelle des droits humains jusqu'à la formation des Objectifs mondiaux, il est évident que là où il y a de la volonté et de la coopération, l'humanité a le potentiel de progresser vers une société plus juste et équitable. Nous avons créé et produit en masse un vaccin salvateur en un an, chose qui n'avait jamais été faite auparavant. Cela prouve que lorsque nous travaillons ensemble, nous avons le potentiel d'apporter des changements significatifs et d'avoir un impact durable sur les communautés qui en ont le plus besoin.

Cette année, Global Citizen appellera les gouvernements, les philanthropes, le secteur privé, les activistes, et surtout **vous** appellera, à travailler ensemble pour vaincre l'extrême pauvreté MAINTENANT.

L'événement du *Global Citizen NOW* aura lieu à New York en mai. Ce rassemblement de 200 dirigeants mondiaux, de dirigeants de communautés et d'entreprises, d'artistes et de champions issus du secteur à but non-lucratif facilitera les discussions sur les moyens de résoudre nos plus grands défis pour défendre la planète et vaincre la pauvreté. Puis, en septembre, nous nous réunirons à Central Park à New York pour le 10^e anniversaire du *Global Citizen Festival* avec de grands artistes et des leaders du monde, afin de créer une plateforme d'engagements pour nous aider à mettre fin à l'extrême pauvreté MAINTENANT. Nous nous rapprocherons également de dirigeants mondiaux et de militants activistes lors d'événements mondiaux, tels que le G7 en Allemagne, le G20 en Indonésie et la COP27 en Égypte.

De plus, un élément clé de notre campagne comprendra également la mobilisation de sources de financement innovantes pour mettre fin à l'extrême pauvreté MAINTENANT. Alors que les riches se sont enrichis tout au long de la pandémie, Global Citizen va bouleverser la philanthropie avec le lancement du *Global Citizen Impact Funds*. Il s'agit d'un modèle pionnier de dons qui consiste à libérer des capitaux pour les organisations qui obtiennent des résultats à fort impact sur le terrain et accélère ainsi les résultats prêts à être mesurés d'une manière innovante et transparente, améliorant la vie de millions de personnes dans le monde.

Dans tout notre travail, nous défendrons le plaidoyer et élèverons les voix des citoyens, notamment en partageant sur notre plateforme les voix issues des petites sociétés civiles des pays du Sud. Le plaidoyer mené par les citoyens doit être au cœur de la lutte contre la pauvreté, que ce soit à l'échelle mondiale, régionale ou locale.

Il faut agir MAINTENANT.

Notre planète, nos filles et notre futur sont dignes d'investissement.

Remerciements

AUTEURS PRINCIPAUX

Valentina Barbagallo • Cassie Carothers • Mwandwe Chileshe • Talia Fried • Rubén Escalante Hasbún • Filmona Hailemichael • Annabel Lee Hogg • Aaron Holtz • Nikola Ivezaj • Jonah Kanter • Evan Mapes • Katie Munk • Zein Nasser • Jeannette Paulino • Mara Ranville • Friederike Röder • Michael Sheldrick • Joseph Skibbens • Vincent Stueber

MISE EN PAGE

Timea Dancs • Katherine Galbo • Andre Kaplan • Julia Lee Mayer • Gabriel Munro • Raef Payne • Izabela Rodzen Olesinski • Shani Sanon • Jenydia Soto • Neminn Win

TRADUCTION

Enrique Corte • Adam Critchley • Orsina Kather • Antoine Le Seigle • Friederike Meister • Rick Nagelschmidt • Erica Sánchez • Anna Savage

Global Citizen est reconnaissant pour les contributions de l'ensemble des équipes de politique et de communication, ainsi que pour l'aide d'examineurs externes.

Notes

1. Carolina Sánchez-Páramo et al., "L'augmentation de la pauvreté et le creusement des inégalités sont les autres séquelles de la COVID-19," Groupe la Banque Mondiale, 7 octobre 2021, <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/laugmentation-de-la-pauvrete-et-le-creusement-des-inegalites-sont-les-autres-sequelles-de-la>.
2. M. Ayhan Kose, Franziska Ohnsorge et al., "Global Economic Prospects," Groupe la Banque Mondiale: p. xx, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36519/9781464817601.pdf>.
3. Neil Irwin, "World Bank: Gap between rich and poor countries is widening," Axios, 17 janvier 2022, <https://www.axios.com/world-bank-pandemic-global-inequality-d33371f3-fd1a-4d82-9799-82df353e8572.html>.
4. Justin Trudeau, Sahle-Work Zewde, et al., "The international community must guarantee equal global access to a covid-19 vaccine," Washington Post, 15 juillet 2020, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/07/15/international-community-must-guarantee-equal-global-access-covid-19-vaccine/>.
5. Sarah L. Caddy, "COVID-19: How vaccines lower the risk of new variants emerging," Forum économique mondial, 11 février 2022, <https://www.weforum.org/agenda/2022/02/from-health-to-the-environment-how-comics-could-drive-behaviour-change-dfa92db51d>.
6. OIT Infos, "L'impact de la pandémie sur l'emploi est plus fort que prévu," Organisation internationale du Travail, 27 octobre 2021, https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_824099/lang--fr/index.htm.
7. "COVID-19 Data Explorer," Our World in Data, consulté le 7 février, 2022, <https://ourworldindata.org/explorers/coronavirus-data-explorer?zoomToSelection=true&time=2022-02-07&facet=none&pickerSort=asc&pickerMetric=location&Metric=People+vaccinated+%28by+dose%29&Interval=7-day+rolling+average&Relative+to+Population=true&Color+by+test+positivity=false&country=High+income~Lower+middle+income~Low+income~Upper+middle+income>.
8. Note : Chiffre pour les PRITI hors Inde calculé par les auteurs à l'aide de Our World in Data.
9. Our World in Data, "COVID-19 Data Explorer."
10. Our World in Data, "COVID-19 Data Explorer."
11. Edouard Mathieu (@redouad), "Update: We now project that 118 countries – including Bangladesh, Egypt, Ethiopia, Nigeria, Pakistan, Russia, and the United States – are not on track for the WHO's target of 70% of the population fully vaccinated by mid-2022.," publication Twitter, 20 janvier 2022, <https://twitter.com/redouad/status/1484100918446628864>.
12. COVAX, consulté le 20 février 2022, <https://www.who.int/fr/initiatives/act-accelerator/covax>.
13. "Supply: By Deal or Donation," Airfinity, consulté le 13 janvier 2022, <https://www.airfinity.com>.
14. Achal Prabhala et Alain Alsalhani, "Pharmaceutical manufacturers across Asia, Africa and Latin America with the technical requirements and quality standards to manufacture mRNA vaccines," AccessBSA, 10 décembre 2021, <https://accessibsa.org/mrna/>.
15. Francesco Guarascio, "Poorer nations reject over 100 mln COVID-19 vaccine doses as many near expiry," Reuters, 14 janvier 2022, <https://www.reuters.com/business/healthcare-pharmaceuticals/more-than-100-million-covid-19-vaccines-rejected-by-poorer-nations-dec-unicef-2022-01-13/>.
16. OECD Publishing, *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021: A New Way to Invest for People and Planet*.
17. OCDE (2020), *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021: A New Way to Invest for People and Planet*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/e3c30a9a-en>
18. OECD Publishing, *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021: A New Way to Invest for People and Planet*.
19. Kristalina Georgieva, "Urgent Action Needed to Address a Worsening 'Two-Track' Recovery," IMFBlog, 7 juillet 2021.
20. Size of Economic Stimulus in Response to COVID-19 chart: Overseas Development Institute. Country Policy Responses to COVID-19, as of 12 August 2020. ODI (website), 12 août 2020.

21. Fonds monétaire international, La directrice générale du FMI annonce l'entrée en vigueur de l'allocation de 650 milliards de dollars de DTS (FMI Communiqué de presse, 23 août 2021).
22. "2021 General SDR Allocation," Fonds monétaire international, dernière mise à jour le 23 août 2021, <https://www.imf.org/en/Topics/special-drawing-right/2021-SDR-Allocation>.
23. "G20 Rome Leaders' Declaration," (G20 Italia, 2021).
24. Kristalina Georgieva et Ceyla Pazarbasioglu, "The G20 Common Framework for Debt Treatments Must Be Stepped Up," IMFBlog, December, 2, 2021.
25. Fonds monétaire international, "2021 General SDR Allocation."
26. IMFBlog, "Le cadre commun du G20 pour les traitements de dette doit passer à la vitesse supérieure"
27. OECD DAC, "Total Flows by Donor," *OECD.Stat*, consulté le 17 février 2022.
28. "L'aide publique au développement (APD)," OECD DAC, consulté le 17 février 2022.
29. OECD DAC, "Data update to the 2021 Financing for Sustainable Development Report, following the 13 April release of 2020 ODA data1," consulté le 17 février 2022.
30. Reality Check Team, "Foreign aid: Who will be hit by the UK government cuts?," BBC, 8 novembre 2021, <https://www.bbc.com/news/57362816>.
31. Homi Kharas et Meaghan Dooley, "Status check: Managing debt sustainability and development priorities through a 'Big Push'," Brookings Global Working Paper #162, octobre 2021.
32. Bill & Melinda Gates Foundation, "Bill Gates Calls on G20 Leaders Not to Turn Their Backs on the World's Poor," consulté le 17 février 2022, <https://www.gatesfoundation.org/ideas/media-center/press-releases/2011/11/bill-gates-calls-on-g20-leaders-not-to-turn-their-backs-on-the-worlds-poor>.
33. Commission européenne, "Implementing enhanced cooperation in the area of financial transaction tax Analysis of policy options and impacts," Commission Staff Working Document, 14 février 2013.
34. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, "Les flux financiers illicites et le développement durable en Afrique," Le développement économique en Afrique (Rapport 2020) : p.207, https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2020_fr.pdf.
35. "La communauté internationale conclut un accord fiscal sans précédent adapté à l'ère du numérique," OCDE, consulté le 18 février 2022, <https://www.oecd.org/fr/fiscalite/la-communaute-internationale-conclut-un-accord-fiscal-sans-precedent-adapte-a-l-ere-du-numerique.htm>.
36. Page d'accueil, Inspecteurs des impôts sans frontières, consultée le 18 février 2022, <http://www.tiwb.org/fr/>.
37. Mrinalika Roy, "Approval of COVID vaccine made in South Africa could take 3 years, WHO says," Reuters, 5 février 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/approval-covid-vaccine-made-south-africa-could-take-3-years-who-says-2022-02-04/>.
38. Diffenbaugh, N, et M Burke. Rap. Global Warming Has Increased Global Economic Inequality, n.d.
39. Jafino, B, B Walsh, J Rozenberg, et S Hallegatte. Rap. *Revised Estimates of the Impact of Climate Change on Extreme Poverty by 2030*. Climate Change Group, 2020.
40. "Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne," FIDA, consulté le 20 février 2022. <https://www.ifad.org/fr/asap-enhanced>.
41. Federica Cerulli Irelli, correspondance par email avec l'auteur, 14 février 2022.
42. Federica Cerulli Irelli, correspondance par email avec l'auteur, 14 février 2022.
43. "Immediate Response Account," WFP, consulté le 21 février 2022. <https://www.wfp.org/immediate-response-account>.
44. "COP26: Climate Threats to Smallholder Farmers Drive New Investments in CGIAR Research, Pushing 2021 Pledges Close to \$1 Billion," CGIAR, 2 novembre 2021. <https://www.cgiar.org/news-events/news/cop26-climate-threats-to-smallholder-farmers-drive-new-investments-in-cgiar-research/>.
45. "Climate Change Will Not Be Fixed without Africa." Atlantic Council, 28 octobre 2021. <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/africasource/climate-change-will-not-be-fixed-without-africa/>.
46. "45 millions de personnes aux portes de la famine" Programme alimentaire mondial des Nations Unis. Consulté le 16 février 2022. <https://fr.wfp.org/histoires/45-millions-de-personnes-aux-portes-de-la-famine>.

47. "Climate Action: World Food Programme." UN World Food Programme. Consulté le 17 février 2022. <https://www.wfp.org/climate-action#:~:text=lf%20average%20global%20temperature%20rises,to%20a%20staggering%201.8%20billion.>
48. "Smallholder Farmers Provide the Key to Tackling the Climate Crisis | Ban Ki-Moon." The Independent. Independent Digital News and Media, 15 octobre 2021. <https://www.independent.co.uk/climate-change/opinion/hunger-poverty-climate-crisis-food-small-farmers-b1938239.html>.
49. "The Future of Africa's Food Security Needs a New Consensus with Smallholders." CNBC Africa, 9 février 2022. <https://www.cnbc.com/2022/the-future-of-africas-food-security-needs-a-new-consensus-with-smallholders/>.
50. "A New Consensus with Smallholder Farmers." SDG2 Advocacy Hub. Consulté le 16 février 2022. <https://sdg2advocacyhub.org/actions/new-consensus-smallholder-farmers>.
51. FMI, Rap. *Still Not Getting Energy Prices Right: A Global and Country Update of Fossil Fuel Subsidies*.
52. Environmental Defence, "Paying Polluters: How Much Canada Gave in Federal Financial Support for Oil and Gas in 2020."
53. Australian Institute, Rap. *Fossil Fuel Subsidies in Australia*.
54. Commission européenne, Rap. *Rapport de la commission du parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions - État de l'union de l'énergie 2021 - Contribuer au pacte vert pour l'Europe et à la relance de l'Union*.
55. The White House, "President Biden Renews U.S. Leadership on World Stage at U.N. Climate Conference (COP26)."
56. "Gouvernement du Canada." Canada, Environnement and ressources naturelles
57. Global update - climate summit momentum - May 2021. (n.d.). Consulté le 5 janvier 2022. https://climateactiontracker.org/documents/853/CAT_2021-05-04_Briefing_Global-Update_Climate-Summit-Momentum.pdf.
58. Andrew, Robbie M, et Glen P Peters. "The Global Carbon Project's Fossil CO₂ Emissions Dataset," 14 octobre 2021. <https://zenodo.org/record/5569235#.Yg1nmC-B1N1>.
59. Argus Media "Australia Raises Climate Finance Pledge:" Commodity & Energy Price Benchmarks,
60. Consilium "Council Approves 2020 Climate Finance Figure."
61. Perry, Ian, Simon Black et Nate Vernon. Rap. *Still Not Getting Energy Prices Right: A Global and Country Update of Fossil Fuel Subsidies*. FMI, 2021.
62. "Paying Polluters: How Much Canada Gave in Federal Financial Support for Oil and Gas in 2020." Environmental Defence, 10 mai 2021. <https://environmentaldefence.ca/2021/04/15/paying-polluters-much-canada-gave-federal-financial-support-oil-gas-2020/>.
63. Campbell, Rod, Eliza Littleton et Alia Armistead. Rap. *Fossil Fuel Subsidies in Australia*. Australian Institute, 2021.
64. Rap. *Rapport de la commission du parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions - État de l'union de l'énergie 2021 - Contribuer au pacte vert pour l'Europe et à la relance de l'Union*. Bruxelles : Commission européenne, 2021.
65. "President Biden Renews U.S. Leadership on World Stage at U.N. Climate Conference (COP26)." *The White House*. The White House, 1 novembre 2021. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/11/01/fact-sheet-president-biden-renews-u-s-leadership-on-world-stage-at-u-n-climate-conference-cop26/>.
66. Canada, Environnement and ressources naturelles. "Gouvernement du Canada." Canada.ca. / Gouvernement du Canada, 14 janvier 2022. <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/mesures-internationales-canada/financement-changement-climatiques.html>.
67. "Australia Raises Climate Finance Pledge: Argus Media." Commodity & Energy Price Benchmarks, 2 novembre 2021. <https://www.argusmedia.com/en/news/2269593-australia-raises-climate-finance-pledge>.
68. "Financement de l'action climatique: le Conseil approuve les montants engagés en 2020." Consilium, 29 octobre 2021. <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/10/29/council-approves-2020-climate-finance-figure/>.
69. Brookings, "Why the US Should Establish a Carbon Price Either through Reconciliation or Other Legislation." <https://www.brookings.edu/research/why-the-us-should-establish-a-carbon-price-either-through-reconciliation-or-other-legislation/>.

70. "Ambitious Corporate Climate Action." Science Based Targets. Consulté le 18 février 2022. <https://sciencebasedtargets.org/>.
71. Environment, UN. "Cities and Climate Change." UNEP. Consulté le 17 février 2022. . <https://www.unep.org/explore-topics/resource-efficiency/what-we-do/cities/cities-and-climate-change>.
72. Preston, Felix et John Ward. Rap. Insights 06: Listed Company Emissions. Generation Investment Management LLP, 2021.
73. Rap. La tempête qui se prépare : l'adaptation au changement climatique dans l'après-pandémie. Nairobi: ONU programme pour l'environnement, 2021.
74. Timperley, Jocelyn. "The Broken \$100-Billion Promise of Climate Finance - and How to Fix It." Nature News. Nature Publishing Group, 20 octobre 2021. <https://www.nature.com/articles/d41586-021-02846-3>.
75. "The Department of Defense Releases the President's Fiscal Year 2022 Defense Budget." U.S Department of Defense, 28 mai 2021. US DOD. <https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/2638711/the-department-of-defense-releases-the-presidents-fiscal-year-2022-defense-budg/>.
76. Rap. Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés : Tendances agrégées mises à jour avec les données de 2019. OECD Publishing, 2021.
77. Colenbrander, Sarah, Yue Cao, Laetitia Pettinotti et Adriana Quevedo. "A Fair Share of Climate Finance: Apportioning Responsibility for the \$100 Billion Climate Finance Goal." ODI, 6 septembre 2021. <https://odi.org/en/publications/a-fair-share-of-climate-finance-apportioning-responsibility-for-the-100-billion-climate-finance-goal/>.
78. Unfccc.int. Consulté le 17 février 2022. <https://unfccc.int/fr/news/antonio-guterres-50-du-financement-climatique-doit-etre-consacre-a-l-adaptation-au-climat>.
79. Rap. Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés : Tendances agrégées mises à jour avec les données de 2019. OECD Publishing, 2021.
80. Rap. Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés : Tendances agrégées mises à jour avec les données de 2019. OECD Publishing, 2021.
81. "Fonds international de développement agricole." FIDA. Consulté le 17 février 2022. <https://www.ifad.org/fr/>.
82. Page d'accueil CGIAR, consultée le 16 février 2022. <https://www.cgiar.org/>.
83. "Irrecoverable Carbon." Conservation International. Consulté le 17 février 2022. <https://www.conservation.org/projects/irrecoverable-carbon>.
84. "Press Corner." Commission européenne - Commission européenne. Consulté le 17 février 2022. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_21_5768.
85. Mechler, Richard, Laurens M Bouwer, Thomas Schinko, JoAnne L Bayer et Swenja Surminks. Rep. Loss and Damage from Climate Change: Concepts, Methods, and Policy Options. SpringerOpen, 2019.
86. Hirsch, Thomas, Mizanur R Bijoy et Ojelel B Etubi. Rap. Climate Finance for Addressing Loss and Damage: How to Mobilize Support for Developing Countries to Tackle Loss and Damage. Brot für die Welt, 2019.
87. "Wildlands - Re:Wild." Re. Consulté le 17 février 2022. <https://www.rewild.org/get-to-know/wildlands>.
88. "Stabilizing Our Climate by Protecting and Restoring Nature." Conservation International. Consulté le 17 février 2022.
89. Conservation International, "Stabilizing Our Climate by Protecting and Restoring Nature." <https://www.conservation.org/priorities/stabilizing-our-climate-by-protecting-and-restoring-nature>.
90. Goldstein, Allie, Monica Noon et Juan Carlos Ledezma. Rap. Irrecoverable Carbon: The Places We Must Protect to Avert Climate Catastrophe. Conservation International, 2021.
91. Keesing, Felicia et Richard Ostfeld. Rap. Impacts of Biodiversity and Biodiversity Loss on Zoonotic Diseases. Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America, 2021.
92. Goldstein, Allie, Monica Noon et Juan Carlos Ledezma. Rep. Irrecoverable Carbon: The Places We Must Protect to Avert Climate Catastrophe. Conservation International, 2021.
93. FIDA et Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement. "World Poverty Clock," novembre 2021. <https://worldpoverty.io/map>.
94. Rap. Territories of Life: 2021 Report. ICCA Consortium, 2021.

95. Editors, The. "Biodiversity's Greatest Protectors Need Protection." *Scientific American*. Scientific American, 1 octobre 2021. <https://www.scientificamerican.com/article/biodiversitys-greatest-protectors-need-protection/#:~:text=The%20home%20ranges%20of%20Indigenous,300%20trillion%20tons%20of%20carbon.&text=Indigenous%20communities%20are%20as%20good,quarter%20of%20Earth's%20terrestrial%20surface.>
96. "Global Citizen Live appelle à l'action pour stopper le changement climatique, demande aux pays riches de tenir leur promesse de 100 milliards de dollars pour le climat, 6 milliards de dollars pour lutter contre la famine, et la justice vaccinale." Global Citizen. Consulté le 17 février 2022. <https://www.globalcitizen.org/fr/content/global-citizen-live-impact-report/>.
97. "Race to Zero." Climate Champions, 10 février 2022. <https://racetozero.unfccc.int/>.
98. Ceres, Rep. Investor Guide to Greenhouse Gas Commitments.
99. Ceres, Rep. Investor Guide to Greenhouse Gas Commitments.
100. "ASAP+." FIDA. Consulté le 17 février 2022. <https://www.ifad.org/fr/asap-enhanced>.
101. "Climate Justice Resilience Fund." Climate Justice Resilience Fund. Consulté le 17 février 2022. <https://www.cjrfund.org/>.
102. Conservation International, Rap. Irrecoverable Carbon: The Places We Must Protect to Avert Climate Catastrophe., 2021.
103. "Key Biodiversity Areas Data," 2021. Union internationale pour la conservation de la nature
104. "Concrete Needs to Lose Its Colossal Carbon Footprint." *Nature News*. Nature Publishing Group, 28 septembre 2021. <https://www.nature.com/articles/d41586-021-02612-5>.
105. Science-Based Target Initiative's Net-Zero Standard. Consulté le 20 février 2022 <https://sciencebasedtargets.org/net-zero>.
106. Ginette Azcona et al., *Women and girls left behind: Glaring gaps in pandemic responses* (New York: UN Women, 2021), <https://data.unwomen.org/sites/default/files/documents/Publications/glaring-gaps-response-RGA.pdf>.
107. Azcona et al., "Four facts."
108. United Nations, *Education during COVID-19 and beyond*, août 2020, https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2020/08/sg_policy_brief_covid-19_and_education_august_2020.pdf.
109. UN Women, "Intersectional feminism: what it means and why it matters now," Medium, dernièrement modifié le 1 juillet 2020, <https://un-women.medium.com/intersectional-feminism-what-it-means-and-why-it-matters-right-now-7743bfa16757>.
110. Peter Sheehan et al., *Background Paper 3: The Economic Case for Investment in Adolescent Wellbeing*, (Adolescents 2030: 2021), https://www.adolescents2030.org/media/791842/eng_03_adol-wbeing-bkg-ppr-3-economic-case_final.pdf.
111. Sheehan et al., *Economic Case*.
112. Sheehan et al., *Economic Case*.
113. Rt Hon Dominic Raab MP and Foreign, Commonwealth, & Development Office, *Declaration on girls' education: recovering from COVID-19 and unlocking agenda 2030*, G7 Foreign and Development Ministers' Meeting (Londres : mai 2021), https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/983587/G7-a-declaration-on-girls-education-recovering-from-covid-19-and-unlocking-agenda-2030-london-may-2021.pdf.
114. "Most countries have achieved gender parity in primary enrolment, but in many countries, disparities disadvantaging girls persist," UNICEF Data, dernièrement modifié en février 2020, <https://data.unicef.org/topic/gender/gender-disparities-in-education/>.
115. *Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020 : rapport sur l'égalité des genres, une nouvelle génération : 25 ans d'efforts pour atteindre l'égalité des genres dans l'éducation*, (Paris : UNESCO, 2020), <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375469>.
116. Achila Imchen et al., *Addressing the learning crisis: An urgent need to better finance education for the poorest children*, (New York : UNICEF, 2020), <https://www.unicef.org/media/63896/file/Addressing-the-learning-crisis-advocacy-brief-2020.pdf>.
117. *Les femmes rurales et les objectifs du Millénaire pour le développement*, (FAO et al., 2011), <https://www.un.org/womenwatch/feature/ruralwomen/documents/Fr-Rural-Women-MDGs-web.pdf>.

118. "Girl's education: Gender equality in education benefits every child," UNICEF, consulté le 16 février 2022, <https://www.unicef.org/education/girls-education>.
119. Global Education, *Gender Report*.
120. UNICEF, "Learning losses from COVID-19 could cost this generation of students close to \$17 trillion in lifetime earnings," communiqué de presse, 6 décembre 2021, <https://www.unicef.org/press-releases/learning-losses-covid-19-could-cost-generation-students-close-17-trillion-lifetime>.
121. UNICEF, "Learning losses."
122. Page d'accueil, Education Cannot Wait, consultée le 17 février 2022, <https://www.educationcannotwait.org/>.
123. Education Cannot Wait, Page d'accueil.
124. Education Cannot Wait, Page d'accueil.
125. Education Cannot Wait, *Annual Results Report 2020*, juillet 2021, <https://www.educationcannotwait.org/annual-report-2020/results-for-children/>.
126. Education Cannot Wait, *ECW Gender Equality 2019-2021: Policy and Accountability Framework*, (New York : UNICEF, janvier 2020), <https://www.educationcannotwait.org/wp-content/uploads/2020/01/ECW-Gender-Policy-and-Accountability-Framework.pdf>.
127. Education Cannot Wait, *Annual Report*.
128. Maximo Torero, "Food security brings economic growth - not the other way around," International Food Policy Research Institute, dernièrement modifié le 15 octobre 2014, <https://www.ifpri.org/blog/food-security-brings-economic-growth-not-other-way-around>
129. "Why Invest in Nutrition?," Why nutrition?, The Power of Nutrition, consulté le 17 février 2022, <https://www.powerofnutrition.org/why-nutrition/>.
130. "#WomenAreHungrier," World Food Program USA, consulté le 17 février 2022. <https://www.wfpusa.org/drivers-of-hunger/gender-inequality/>.
131. Programme alimentaire mondial, "Le PAM alerte sur l'imminence d'une catastrophe tandis que la faim aigüe dans le monde atteint un nouveau sommet", communiqué de presse, 8 novembre 2021, <https://www.wfp.org/news/wfp-warns-countdown-catastrophe-acute-hunger-reaches-new-peak>.
132. Roger Yates, "Girls will be hit hardest if we don't prevent famine," Plan International, Relief Web, press release, May 28, 2021, <https://fr.wfp.org/communiqués-de-presse/le-pam-alerte-sur-limminence-dune-catastrophe-tandis-que-la-faim-aigüe-dans>.
133. Page d'accueil, Sommet sur les systèmes alimentaires, consultée le 20 février 2022. <https://www.un.org/fr/food-systems-summit>.
134. Page d'accueil, Nutrition for Growth, consulté le 20 février 2022. <https://nutritionforgrowth.org/>.
135. "Nearly 300 commitments highlights Summit's inclusive process to accelerate action," Food Systems Summit 2021, Nations Unies, consulté le 17 février 2022. <https://www.un.org/en/food-systems-summit/news/nearly-300-commitments-highlights-summit%E2%80%99s-inclusive-process>.
136. Tokyo Nutrition for Growth Summit 2021, "More than US\$27 billion committed to tackle global malnutrition and hunger crisis at the Tokyo Nutrition for Growth Summit," communiqué de presse, 9 décembre 2021, <https://nutritionforgrowth.org/tokyo-n4g-summit-2021-press-release/>.
137. Programme alimentaire mondial, *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2020*, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000124245/download/>.
138. Programme alimentaire mondial, *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde*.
139. Donald A.P. Bundy et al., "Re-imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies," *Child and Adolescent Health and Development: Disease Control Priorities 8*, (2018) : Préface, http://dcp-3.org/sites/default/files/resources/CAHD_eBook.pdf.
140. Page d'accueil, School Meals Coalition, consultée le 20 février 2022. <https://schoolmealscoalition.org/>.
141. Page "About", School Meals Coalition, consultée le 18 février 2022. <https://schoolmealscoalition.org/about/>.
142. UNFPA, "New UNFPA data reveals that nearly 12 million women lost access to contraception due to disruptions caused by the pandemic, leading to 1.4 million unplanned pregnancies," communiqué de presse, 11 mars 2021. <https://www.unfpa.org/press/new-unfpa-data-reveals-nearly-12-million-women-lost-access-contraception-due-disruptions#:~:text=New%20York%2C%2011%20March%202021,19%20over%20the%20past%20year>.
143. Azcona et al., *Glaring Gaps*.

144. Masood Ahmed, "Access to Contraception is a Global Development Issue," Center for Global Development, 7 mars 2018, <https://www.cgdev.org/blog/access-contraception-global-development-issue>.
145. Amanda E. Devercelli et Frances Beaton-Day, *Better Jobs and Brighter Futures: Investing in Childcare to Build Human Capital*, (Washington DC : Banque Mondiale, décembre 2020), <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35062/Better-Jobs-and-Brighter-Futures-Investing-in-Childcare-to-Build-Human-Capital.pdf?sequence=5>.
146. Organisation internationale du Travail, *Prendre soin d'autrui : un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*, (Genève : 2018), https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_712833.pdf.
147. Organisation internationale du Travail, *Prendre soin d'autrui*
148. Ahmed, "Access."
149. Ahmed, "Access."
150. Page d'accueil, Partenariat avec UNFPA Supplies, consultée le 20 février 2022. <https://www.unfpa.org/fr/partenariat-avec-unfpa-supplies>.
151. Fond des nations Unies pour la population, Coût des résultats transformateurs de l'UNFPA, (New York : janvier 2020), https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Evaluation_des_couts_des_3_resultats_transformateurs_UNFPA_Final.pdf.
152. Elizabeth A. Sully et al., *Adding It Up: Investing in Sexual and Reproductive Health 2019*, (Washington, DC: Guttmacher, juillet 2020), <https://www.guttmacher.org/report/adding-it-up-investing-in-sexual-reproductive-health-2019>.
153. Hans-Peter Kohler et Jere R. Behrman, *Benefits and Costs of the Population and Demography Targets for the Post-2015 Development Agenda: Post-2015 Consensus*, (Copenhague : Copenhagen Consensus Center : octobre 2014), <https://www.copenhagenconsensus.com/publication/post-2015-consensus-population-and-demography-assessment-kohler-behrman>.
154. Kate Grantham et al., *Examen des données probante à la crise mondiale des services de garde d'enfants et de la voie à suivre pour la reprise et la résilience après la COVID-19*, (Ottawa: International Development Research Centre, 2021), https://docs.gatesfoundation.org/documents/evidence_review_of_the_global_childcare_crisis_and_the_road_ahead_for_covid-19_recovery_and_resilience_french.pdf.
155. Banque Mondiale, "Près de 350 millions d'enfants dans le monde sont privés d'accès à des services de garde de qualité," communiqué de presse, 4 mars 2021, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/03/04/nearly-350-million-children-lack-quality-childcare-in-the-world>.
156. UNICEF, "Les filles consacrent chaque jour 160 millions d'heures de plus que les garçons aux tâches domestiques," communiqué de presse release, 7 octobre 2016, <https://www.unicef.org/fr/communiqués-de-presse/les-filles-consacrent-chaque-jour-160-millions-d'heures-de-plus-que-les>
157. Azcona et al., *Glaring Gaps*.
158. Devercelli et Beaton-Day, *Better Jobs and Brighter Futures*.
159. Dominic Raab et Foreign Office, *Declaration*.
160. School Meals Coalition, page "About".
161. Global Citizen "How Does Global Citizen Drive Impact: We Answer Your Questions" (Global Citizen, décembre 2021).
162. Frontline Defenders, "Global Analysis 2020", (Frontline Defenders, 2020).
163. Rapport. *Front Line Defenders Global Analysis 2021*. Frontline Defenders, 2021.
164. Nations Unies, "Ultime mise en garde contre les menaces de mort reçues par les défenseurs et défenseuses des droits humains et contre les exécutions dont ils font l'objet" A/HRC/46/35, (Nations Unies, décembre 2020) 5, paragraphe 5.
165. Nations Unies, "Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus" Distribution générale A/RES/53/144 (Nations Unies, mars 1999).
166. Nations Unies, "Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies", Conseil des droits de l'homme résolution 17/4 (Nations Unies, juin 2011).
167. Public Participation Project, consulté le 18 février 2022, <https://anti-slapp.org/what-is-a-slapp/>.

**GLOBAL
CITIZEN®**

**Rejoignez le mouvement pour mettre fin à l'extrême
pauvreté MAINTENANT.**

Pour plus de renseignements sur Global Citizen, veuillez consulter le site
www.globalcitizen.org/2022

@gblctzn

